la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par Pierre MONATTE en 1925

Avant le congrès de "Force Ouvrière"

par

M. PIOLET — *Roger LAREYRE*
Maurice LABI — *Raymond GUILLORÉ*

Pour une réforme de l'entreprise non octroyée

par Urbain THÉVENON

Qu'en est-il de la Kabylie et de Tindouf ?

par Robert LOUZON

Terrorisme et communisme

par Roger HAGNAUER

Numéro 488 — Nouvelle série N° 187 — NOVEMBRE 1963 — PRIX : 1,50 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 8 F

Un an .... 15 F

EXTERIEUR

Six mois .... 10 F

Un an .... 18 F

Le numéro : 1,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 488 - Novembre 1963

ENTRE NOUS...

On ne nous reprochera pas de négliger l'actualité. Ce numéro de la R.P. est consacré en grande partie au congrès de la C.G.T.-F.O. — au 8e congrès de la C.G.T.-F.O. On voudra bien ne pas oublier que notre revue a joué un rôle assez important dans les débats qui ont précédé la fondation de la nouvelle centrale, que sans se lier ni à la direction confédérale — ce qui était impensable — ni à une tendance de la Confédération — ce qui aurait paru souhaitable à certains — elle n'a jamais cessé de suivre de très près la vie de F.O.

Nous pourrions un fois de plus confronter nos prévisions et avertissements avec la situation présente. Si l'on avait bien voulu nous entendre, admettre que notre désintéressement justifiait notre liberté de critique, que nous ne cherchions pas à conquérir des places dans F.O. mais à favoriser la conquête de la majorité ouvrière par F.O., peut-être n'aurait-on pas provoqué les critiques actuelles contre l'immobilisme et l'esprit conservateur du bureau confédéral.

Nous n'avons jamais cherché ici des querelles personnelles aux militants responsables parmi lesquels nous comptons de vieux amis. Ceux qui nous avaient voué une hostilité tenace ont disparu de la scène confédérale. Ceux qui s'efforcent aujourd'hui de « secouer le dormeur », les militants des Fédérations et des Unions qui de plus en plus nombreux et de plus en plus efficaces veulent une C.G.T.-F.O. dynamique, ne nous ont jamais quittés. Même si leurs noms n'apparaissaient pas dans nos colonnes, ils ont toujours été inspirés par les mêmes idées et les mêmes sentiments que ceux qui ont imposé la renaissance de la R.P. en 1947, que la maintiennent telle qu'elle fut toujours, en 1963.

Ils veulent comme nous que la C.G.T.-F.O. prouve sa nécessité par son action et sa présence ; qu'elle sorte du cycle des réticences et des hésitations, qu'elle prévienne les dangers d'intégration et d'enveloppement, en avançant plus vite que ceux qui veulent la subordonner ou la perdre dans une cohue. La C.G.T. de 1906 à 1914 appliquait un fédéralisme presque absolu et laissait la plus large autonomie à toutes ses organisations. Et cependant, c'est sous le drapeau de la C.G.T. que s'engageait l'action syndicale, la plus mince et la plus localisée.

Ils veulent comme nous que, au-dessus des débats sur l'unité syndicale, la C.G.T.-F.O. se présente aujourd'hui telle que doit être et peut être une centrale ouvrière unique.

Que tous les congressistes F.O., quelles que soient leurs tendances, comprennent que jamais une tribune de libre discussion comme la nôtre n'a été aussi indispensable.

Nous comptons sur nos amis pour que ce numéro de la R.P. soit sur les tables du congrès et parte après le congrès toucher tous les syndicalistes à la base.

Ceux-ci trouveront encore dans ce numéro, de quoi alimenter de fructueuses discussions. On n'a pas négligé les problèmes internationaux. On y pose aussi la question du renouvellement des doctrines et des propagandes.

Sans eux, sans leur participation à notre rédaction, à notre diffusion, nous pouvons difficilement faire mieux. Par eux et par eux seulement, nous pouvons faire beaucoup plus.

Avant le congrès de la C.G.T.-F.O.

Après les mouvements massifs qui viennent d'avoir lieu dans les différents secteurs des services publics — et qui prouvent à la fois la combativité des travailleurs de ces secteurs et l'influence que les syndicats ont sur eux — l'événement syndical et social de ce mois est certainement le Congrès confédéral de la C.G.T.-« Force Ouvrière ». Il va s'ouvrir le 20 novembre.

Dans ce numéro, nous avons donné une large place à la préparation « idéologique » de ce congrès. Et d'abord, nous donnons la parole à trois militants actifs et responsables de F.O. : Piolet, de la Loire ; Maurice Labi et Roger Lapeyre.

Ces trois camarades n'ont pas besoin d'autre présentation.

Le prochain congrès de la C.G.T.-F.O., qui tiendra ses assises à la Mutualité, du 20 au 23 novembre prochain, s'annonce déjà comme un des plus importants depuis la scission.

Deux raisons le laissent penser : le contexte politico-social externe à la Confédération et la poussée des militants qui n'ont pas fait la scission, génération formée ou déformée (?) par les conséquences de notre civilisation technique.

Le contexte extérieur jouera dans plusieurs sens, quelle que soit l'appréciation que chacun d'entre nous peut apporter.

La détente relative entre U.R.S.S. et U.S.A., le conflit Chine-U.R.S.S., la déstalinisation, le dialogue S.F.I.O.-P.C. avec à l'horizon la prochaine élection présidentielle, le comportement social du régime gaulliste et ses tentatives plus ou moins nuancées d'intégration du syndicalisme, le prochain congrès C.F.T.C., tout cela constituera une toile de fond, bariolée et imprécise, encadrant comme un décor les états d'âme des délégués, sensibles aux situations politiques ou bercés par la nostalgie unitaire.

Quant au courant qu'on pourrait appeler « syndicalisme moderne » (sans mettre un sens péjoratif ou de condamnation dans cette dénomination), il trouvera de l'espoir : dans le retrait de R. Bothereau, dans la vitalité juvénile de nouveaux militants ou de fédérations d'industries en pointe, dans cette poussée de la « technicité » et les remises en cause qu'impliquent sur le plan doctrinal et des méthodes, l'évolution des connaissances, des moyens de production et des structures traditionnelles où nous évoluons.

S'il y a affrontements au prochain congrès, ils seront sans doute ceux de générations : celle des militants de la première moitié du XXe siècle opposés à ceux qui ont les yeux braqués vers l'an 2.000.

Ce congrès pourrait bien assister à l'éclosion des premières poussées d'une nouvelle conception du syndicalisme dont il est bien difficile de prévoir le chemin où elle pourrait entraîner, pour son bien ou son mal, une classe ouvrière qui a tendance à se diviser par secteurs catégoriels, entre manœuvres, professionnels, techniciens, ingénieurs et chercheurs.

Les escarmouches seront sans doute vives sur les problèmes posés par l'unité d'action et surtout la réunification syndicale.

Cette fois, l'appareil confédéral aura sans doute des difficultés à étouffer le débat, la politique gaulliste et la grève des mineurs ayant rendu inéluctable l'unité d'action et, fait nouveau, d'importantes fédérations s'interrogent aussi sur l'avenir d'une réunification.

Il faut souhaiter que les débats soient clairs, car le problème est d'importance, la C.G.T.-F.O. selon ses options et dans les années à venir, pouvant éclater ou être le pivot des regroupements. Il y a pourtant de fortes chances pour que ce congrès soit celui des attentes et de la préparation à une partie qui pourrait bien seulement débuter au Congrès de 1965.

Robert Bothereau pouvait encore récemment déclarer « à F.O. il y a des minoritaires, mais pas de minorité ». De ce côté aussi les choses changent, car les oppositions s'affirment et, semble-t-il, s'organisent.

Un courant se groupe autour du bulletin « Le Militant » des militants de la région parisienne. Leur cheval de bataille est le danger d'intégration du syndicalisme dans l'Etat. L'influence de cette petite équipe semble bien faible dans la Confédération et elle est déjà atteinte de cette maladie des minorités : le scissionnisme. Il faudra suivre son développement, car toute minorité porte le flambeau de la réflexion.

L'autre courant, encore que le mot soit impropre, car il s'agirait plutôt de « rencontres » pour discuter en termes nouveaux des problèmes posés au syndicalisme en 1963, repose sur les secrétaires généraux de quatre grandes fédérations de l'industrie privée : Sidro, des Employés et Cadres ; Delamarre, de la Métallurgie ; Labi, des Produits chimiques, et Charlot, de l'Alimentation. Ces secrétaires fédéraux, soutenus par d'autres militants de fédérations ou d'U.D., ont déjà organisé des journées d'études à Poigny-la-Forêt et publient depuis peu un bulletin « Idées et Actions ».

Ils agissent pour une meilleure parité entre fédérations et U.D., une meilleure démocratie au sein de la Confédération, pour l'acceptation de l'unité d'action et l'étude des problèmes que poserait une réunification.

Mais des forces diverses agissent dans ce groupe dont l'action apparaîtra sans doute avec plus de précision après le Congrès.

Comme avant tout congrès, des hommes et des groupes se concertent, mais il semble que cette fois les intentions seraient plus précises et les « groupes » mieux organisés. Nous le saurons bientôt.

M. PIOLET.

NOUS MARCHONS DE L'AVANT

Du point de vue de l'histoire, il n'est pas contestable que notre époque présente une certaine importance. C'est celle du passage de la première à la seconde révolution industrielle, transformant notre société en l'espace de quelques décennies de façon plus marquante qu'au cours des siècles derniers. Transformations révolutionnaires par leur caractère et leur rapidité. L'homme ne vit plus de la même façon que son ancêtre à partir du moment où le problème de la faim ne se pose plus à lui, qu'il acquiert progressivement des éléments de confort (électro-ménager, télévision, voiture) et qu'il assiste à un rétrécissement de l'univers avec les spoutniks, les telstars et autres avions supersoniques.

Tout comme la science et la technique se développent et que le monde tend vers son unification, le salarié s'élève et affine sa revendication.

Sans prétendre, en aucune façon, que les problèmes fondamentaux qui se posent aujourd'hui au travailleur soient tout à fait différents par rapport au passé, ni que l'évolution de la société n'a pas été prévue par le mouvement syndical, il faut admettre que des aspects de la vie salariale prennent une forme différente. Nous apercevons mieux certains reliefs qui mettent en valeur, d'une part, nos insuffisances et, d'autre part, nos possibilités.

LE SYNDICALISME ARTISANAL

Commençons par les insuffisances de l'organisation et des moyens du mouvement syndical. A cet égard, celui-ci est beaucoup plus près de 1900 que de l'an 2000. Mises à part certaines exceptions, il faut bien reconnaître que le mouvement syndical fait bien plus penser, par sa tâche quotidienne et constante, à un « bricolage » qu'à un travail élaboré. Les informations, les recherches, les études, les analyses et les synthèses dans tous les domaines intéressant les syndicats, les U.D., les Fédérations et les Confédérations font défaut. L'éducation ouvrière et syndicale n'est pas plus développée en 1963 qu'il y a un quart de siècle. Les moyens d'action du syndicalisme, en l'absence de caisses de solidarité et de grève, sont très faibles. Un militant éminent disait récemment que « nous vendons de l'espoir ». C'est-à-dire du vent. Dans une époque où la loi du concret et de l'efficacité est impitoyable à tous. Le sujet d'étonnement n'est donc pas qu'il n'y ait pas plus de syndiqués en France mais qu'il y en ait tant !

Certes, nous savons bien, par expérience, combien la solution de ces problèmes est difficile. Mais nous affirmons que le mouvement syndical peut atteindre à ces moyens qui lui sont indispensables s'il veut être à la hauteur de ses responsabilités, dans la mesure même où il en aurait la volonté et l'ambition.

NE PAS NOUS LIMITER A LA REVENDICATION CORPORATIVE

Il est bien évident qu'une entreprise artisanale ou marginale, tremblant devant les transformations qui la menacent, ne peut dépasser le petit bout de sa lorgnette et se confine nécessairement dans le conservatisme et l'immobilisme.

Pour nous, cela veut dire : quémander des miettes par ci et par là, sans coordination suffisante au niveau confédéral ni analyse au fond des raisons de la situation faite aux salariés. Car alors, on se rendrait mieux compte que les revendications de l'ensemble des salariés, à quelque secteur qu'ils appartiennent, sont de même nature : amélioration constante des conditions de travail et de vie, d'une part, réforme des structures patronales et étatiques du capitalisme qui sont précisément le cadre de l'exploitation et de l'indignité que nous subissons, d'autre part.

Il est trivial de répéter que le canon réduit le beurre ou que l'état de salarié ne permet pas l'épanouissement de l'homme.

C'est à la réalité du pouvoir qui nous exploite et qui nous contraint qu'il nous faut nous attaquer en même temps que nous défendons nos revendications professionnelles. Il s'agit là d'un seul et même combat.

La Charte d'Amiens disait-elle autre chose, nous indiquait-elle une autre voie quand elle déclarait la nécessité pour le syndicat, organe de revendication, de devenir aussi un organe de production et de distribution ?

Plus d'un demi-siècle après le célèbre congrès d'Amiens, il nous faut retenir l'actualité et la force que la Charte a gardées et, d'un autre côté, la nécessité de parcourir progressivement les étapes vers le pouvoir économique.

Aujourd'hui, pour nous, la conquête progressive du pouvoir économique est plus mûre que jamais, car la société elle-même se trouve bloquée par le développement et la conscience de la classe ouvrière. Notre marche vers la libération du travail passe par l'introduction, en première étape, de la dualité du pouvoir à tous les niveaux de la vie économique et sociale : entreprises, régions, industries et nation. Le pouvoir patronal chancelant ne résisterait guère bien longtemps au sang nouveau que les travailleurs et leurs organisations syndicales apporteraient dans l'exercice de leur pouvoir, surtout si l'on prend soin, parallèlement, d'amenuiser les forces adverses en socialisant les trusts.

SE DONNER L'OUTIL DE SA POLITIQUE

Combien de lecteurs et de camarades — dont certains continueront à se réclamer de la révolution et de la Charte d'Amiens — ne vont-ils pas se récrier devant ces projets de conquête du pouvoir économique, dire qu'ils sont irréalisables !

C'est vrai qu'ils seraient irréalisables si, face à un patronat toujours uni dans la défensive et à un gouvernement personnalisé, continueraient à exister la division et le déchirement parmi les syndicats. Il n'est pas contestable que, objectivement, notre division et notre déchirement servent les intérêts de nos ennemis communs.

La marche en avant de la classe ouvrière passe par l'unité syndicale. Là encore, il s'agit d'un seul et même combat.

Est-ce à dire pour autant, que nous pourrions en venir à préférer un cheval aveugle à un cheval borgne, à vouloir nous débarrasser du régime des patrons et des bourgeois pour tomber dans celui des politiciens et des dictateurs ? Pour nous, la question ne se pose pas, car nous la rejetons de toutes nos forces.

Il s'agit, collant aux besoins et aux aspirations des masses, de tout mettre en œuvre pour constituer un mouvement syndical absolument démocratique et laïque et non moins totalement indépendant des partis, des églises, des pouvoirs et des patrons. Un mouvement syndical qui soit toujours entièrement maître de lui-même aussi bien dans ses positions, ses revendications que son action et quel que soit le régime politique. Un mouvement syndical qui soit sans-parti avec, à tous les niveaux, des responsables sans-parti. Un mouvement syndical exclusivement préoccupé des seuls intérêts du monde des salariés, réalisant en lui-même la synthèse des qualités qui ont fait la grandeur de notre classe ouvrière.

Maurice LABI.

CE CONGRÈS SERA-T-IL CELUI DU CHANGEMENT ?

Le Congrès de la Confédération Force Ouvrière doit revêtir un intérêt exceptionnel du fait des circonstances particulières :

— d'abord ce sera la seule grande manifestation syndicale de la fin de l'année : toutes les autres Confédérations ont tenu leurs assises nationales au cours du premier semestre.

— La conjoncture politique, économique et sociale prend un caractère tel qu'il n'est pas possible que le mouvement syndical y soit insensible : La recherche d'une politique de puissance, le plan dit de stabilisation qui n'est finalement pour les salariés qu'un plan de consolidation des hausses et de gel des rémunérations publiques, le voyage d'une délégation du Parti S.F.I.O. à Moscou ne peuvent laisser indifférents les militants syndicalistes.

— Le départ annoncé du Secrétaire général de la Confédération, Robert Bothereau, quelle que soit la succession prévue ou finalement adoptée, ouvre des perspectives qu'il convient d'évaluer.

***

Aussi voit-on des secrétaires de Fédérations se réunir, des militants de mêmes Fédérations et de Fédérations voisines discuter des problèmes qui feront l'objet des débats au Congrès confédéral.

Il faut y ajouter des prises de position particulières : le Bureau fédéral des Industries Chimiques a donné sur l'unité une opinion qui a fait l'objet de commentaires dans la dernière *R. P.*

Tout ceci couronné par des modifications aux Statuts confédéraux ; si certaines n'ont qu'un caractère de routine, d'autres représenteraient un changement important dans la politique de la Confédération si elles étaient adoptées.

Sans être prophète, il semble que les discussions sur le passé ne devraient pas retenir beaucoup les délégués ; ces discussions n'apporteraient en effet pas grand-chose pour le futur et risqueraient d'opposer des militants dont il est évident que les idées contraires auraient intérêt à s'affirmer dans un programme d'avenir.

***

Trois questions importantes devraient retenir l'attention :

— le refus d'intégration du syndicalisme dans l'Etat ou le pouvoir ;
— les problèmes soulevés par les regroupements, réunifications ou unités ;
— les modifications des statuts confédéraux.

***

Si sur la question de l'intégration il semble qu'une très large majorité puisse se retrouver, il est évident que pour ce qui concerne l'unité syndicale de graves divergences se feront jour.

Pour ce qui nous concerne il ne peut s'agir de confondre les *actions* réclamant des *unités* précises et circonstancielles, une *réunification* tendant à la reconstitution de la C.G.T. et l'*unité syndicale* permettant à toutes les tendances (anarcho-syndicaliste, révolutionnaire, marxiste, chrétienne, travailliste, etc.) de se manifester dans une Centrale que les promoteurs du Mouvement Syndical Unique et Démocratique entendent défendre.

***

Pour ce qui concerne les modifications de structure l'examen des rapports montre que celles présentées par la Fédération des Travaux Publics et des Transports constitue un tout relativement homogène.

S'il n'est pas question de modifier quoi que ce soit à la structure, à la conception et à la vie des Unions Départementales, par contre il sera demandé :

1° que la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière prenne le titre de CONFEDERATION DU TRAVAIL.

2° que les Syndicats Nationaux soient reconnus en tant que tels et qu'il soit possible pour eux de compter dans les votes des Congrès confédéraux.

3° que soient créées les UNIONS REGIONALES.

4° que le COMITE CONFEDERAL NATIONAL (C.C.N.) reste l'instance chargée de faire le point de la politique confédérale entre les congrès mais que la *Commission Administrative* soit avec le *Bureau* le véritable organisme d'administration de la Confédération.

A cet effet 35 de ses membres devraient être élus directement par le Congrès et 20 représenteraient les plus importantes Fédérations. Le Bureau confédéral serait issu de cette Commission administrative.

Une précision importante !

Tous les mandats d'ordre confédéral qui sont exclusivement confiés à des secrétaires confédéraux devraient être confiés à des militants compétents des Unions Départementales et des Fédérations afin d'intensifier et de décentraliser la vie confédérale ; une telle conception et une nouvelle méthode de travail doivent permettre de diminuer très sensiblement le nombre de secrétaires confédéraux qui de 11 pourraient passer à 7.

En outre un système de groupes de travail avec responsable confédéral avec militants désignés par la Commission Administrative, devrait permettre à la Confédération de faire entendre sa voix dans tous les milieux et sur tous les sujets où les intérêts des travailleurs sont discutés.

Il est possible qu'il soit décidé finalement... de ne rien changer.

Ce serait grave pour l'avenir de la Confédération.

Roger LAPEYRE.

CONTRE L'INTÉGRATION

dans l'Etat et dans l'entreprise

Le projet de résolution dont nous donnons le texte a été rédigé par le syndicat des P.T.T. F.O. de l'Ile-de-France. Après le Comité général de l'Union départementale de la région parisienne, dont la réunion a eu lieu le 26 octobre, ce projet est devenu celui de la majorité de cette Union. Il sera certainement ardemment défendu au congrès.

Le Congrès confédéral,

devant la menace d'une intégration du Mouvement syndical ouvrier dans les structures de l'Etat, intégration qui se réaliserait :

— au sommet, par la cooptation, dans une même assemblée à caractère nouveau aux côtés des représentants du patronat, des responsables régionaux et nationaux des organisations syndicales de salariés,

— à la base, par la légalisation et la codification de l'existence et du rôle des sections syndicales dans l'entreprise,

considère que :

— le système économique et l'Etat, dans la société actuelle, ont pour impératifs :

la sauvegarde du profit individuel,

l'extension de la productivité et de la rentabilité de l'effort humain en vue de ce profit,

alors que :

— notre Mouvement syndical a pour objet essentiel la défense des intérêts vitaux, tant matériels que moraux des travailleurs, et pour impératif majeur l'intérêt général,

— que sous la pression des progrès scientifiques et techniques ces impératifs s'affirment toujours plus inconciliables,

— que les travailleurs salariés ne possédant ni les moyens de production, ni la direction de l'économie, leurs organisations syndicales ne peuvent avoir auprès de l'Etat et dans ses assemblées une autorité équivalente à celle des classes possédantes et de la technocratie au service de celles-ci,

— que la soi-disant égalité des représentants ouvriers avec ceux du patronat dans une même assemblée relève donc de la fiction,

qu'en conséquence :

Les rapports entre l'Etat et les classes possédantes d'une part, les organisations ouvrières d'autre part, ne peuvent atteindre à ce stade organique et institutionnel.

Le Congrès dénonce les dangers d'une telle opération pour les intérêts vitaux des travailleurs.

En effet, ceux-ci, abusés, seraient invités à renoncer à l'exercice du droit de grève et à remettre leur sort entre les mains d'une assemblée où les représentants ouvriers, agréés par l'Etat, seraient prisonniers d'un système s'opposant aux intérêts des travailleurs.

SUR LA SECTION D'ENTREPRISE

Le Congrès affirme que l'exercice des droits syndicaux dans l'entreprise doit être reconnu et protégé par voie conventionnelle nationale ;

— que les représentants du syndicat y doivent jouir des mêmes garanties que les délégués du personnel,

— et que, compte tenu de l'insécurité dans laquelle les militants syndicalistes exercent leur mandat dans les entreprises, le Congrès réclame leur protection.

Par contre, le Congrès dénonce la soi-disant réforme connue sous la dénomination de « reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise » parce que, prenant la forme d'un contrat liant l'organisation syndicale locale au patron, sur la base de l'entreprise, elle aboutirait :

— à la négation de l'Organisation syndicale en tant que telle,

— à la dispersion des forces ouvrières dont les intérêts, communs à l'origine, seraient divisés au profit des intérêts secondaires et contradictoires des travailleurs des entreprises, désagrégeant ainsi le syndicalisme, le ravalant au corporatisme maison et le vouant, immanquablement à l'impuissance.

Conscient des effets que le développement intensif des nouvelles sources d'énergie et des techniques, telle l'automation, ont sur la production, sur l'emploi du travail humain et sur la productivité,

assuré que la volonté d'intégrer les organisations syndicales dans l'Etat et dans l'entreprise a pour but de maintenir les privilèges et les profits des classes possédantes et de la technocratie,

LE CONGRES

— affirme la nécessité pour les travailleurs salariés de conserver intacte leur capacité d'action directe collective par le libre usage de la grève, comme la liberté et l'indépendance de leur mouvement revendicatif et de leurs organisations syndicales, tant envers les partis et les sectes, qu'envers l'Etat, telles qu'elles furent définies par la charte d'Amiens,

— décide, au cas où l'Etat tenterait de rendre obligatoire l'intégration des organisations syndicales dans ses structures,

DE REFUSER TOUTE PARTICIPATION DE LA CONFEDERATION AUX ORGANISMES, NOUVEAUX OU REFORMES, INSTITUTIONNELS OU NON, SE SITUANT AU NIVEAU DE L'ETAT OU DE LA REGION,

DE CONSIDERER COMME INCOMPATIBLE LA QUALITE DE SYNDIQUE DANS UN SYNDICAT CONFEDERE AVEC L'ACCEPTATION D'UN MANDAT DANS LES ORGANISMES OU LA PARTICIPATION CONFEDERALE AURA ETE REFUSEE.

Cependant, le Congrès estime que ces décisions concernant d'éventuels organismes nouveaux ou réformés laisseraient le pouvoir maître de sa stratégie tendant à l'intégration, si elles ne s'assortissaient d'une position analogue, d'ores et déjà applicable parce que motivée par des faits déjà connus, vis-à-vis du Conseil supérieur du Plan et des Comités d'expansion régionale.

Luttant contre les formes directes de l'intégration, l'organisation syndicale se doit d'en contrecarrer énergiquement les moyens insidieux.

Or, depuis le dernier congrès, les travailleurs ont pu constater :

1) l'utilisation qu'a fait le Pouvoir, à maintes reprises, des travaux du Conseil supérieur du Plan et des Comités d'expansion régionale, comme outils de propagande aux fins d'une politique sociale et économique étrangère aux intérêts des salariés,

2) les pressions qu'il a exercées, à partir du Plan, sur la solution des conflits,

3) les bases pratiques qu'il a jetées, également à partir du Plan, pour instaurer des procédures nouvelles tendant toutes au même but : intégrer les organisations syndicales au Plan.

Cet usage des travaux du Conseil supérieur du Plan et des Comités d'expansion régionale constitue, non pas une simple erreur d'interprétation du pouvoir, mais sa politique fondamentale envers les organisations syndicales. Cet usage réalise en fait, sinon en droit, le changement d'attribution que craignait le précédent Congrès confédéral.

EN CONSEQUENCE,

LE CONGRES DECLARE QUE LA DECISION DU SEPTIEME CONGRES CONFEDERAL DOIT DEVENIR EXECUTOIRE SANS PLUS TARDER.

IL DECIDE LE RETRAIT IMMEDIAT DE LA CONFEDERATION, DU CONSEIL SUPERIEUR DU PLAN ET DES ORGANISATIONS CONFEDEREES DES COMITES D'EXPANSION REGIONALE.

DÉCLARATION DE MILITANTS DU SECTEUR PUBLIC

Une cinquantaine de militants, fonctionnaires, services publics, nationalisés, appartenant à la C.G.T.-F.O., sur un rapport de René Chevrier, introductif à une journée d'études syndicales le 16 octobre 1963, à Bourdonné (Seine-et-Oise) ont examiné la situation du mouvement syndical français, *le* problème de l'unité syndicale et l'attitude du syndicalisme *dans ses rapports avec l'Etat. Le mérite d'une telle journée de réflexion consiste dans la recherche d'une clarification, laquelle amène la déclaration ci-après :*

— Le mouvement syndical français aurait intérêt à revoir sa terminologie ; si lors des origines du syndicalisme il fallait penser et parler uniquement de classe ouvrière, les modifications de structure résultant des progrès scientifiques, techniques et d'organisation de la production exigent qu'il soit maintenant pensé à l'ensemble du monde des salariés.

— La fidélité à la tradition de la détermination par le syndicalisme lui-même de ses objectifs propres, reste un postulat ; la Charte d'Amiens est la meilleure et la plus sûre référence.

— La recherche d'un bien-être légitime ne doit pas effacer un moins spectaculaire mais indispensable humanisme tendant à une promotion permanente de l'homme.

— Entre une certaine expression du marxisme (seuls les facteurs de production déterminent les structures sociales ; acceptation que le syndicalisme soit courroie de transmission d'un parti politique) et le spiritualisme chrétien (les idées seules mènent le monde ; refus de tirer les conséquences de l'opposition des classes par suite des conditions économiques),

il y a place pour un syndicalisme humaniste français, fédéraliste, passionné de liberté et d'élévation de l'homme.

— L'unité syndicale passe par la résolution de cette espèce de quadrature du cercle ; il ne sert à rien d'esquiver les oppositions et divergences fondamentales.

Ce qui ne doit pas empêcher la recherche permanente de l'unité chère au cœur de tous les exploités.

Celle-ci ne peut et ne doit pas être confondue avec les unités périodiques qu'exige l'action ; non plus avec une réunification qui ne pourrait être — comme dans le passé — que de circonstance (conséquences d'événements internationaux ou relations entre partis politiques) ; n'étant pas le résultat de l'œuvre de travailleurs eux-mêmes elle ne pourrait être bénéfique à ceux-ci.

Dans les rapports du syndicalisme avec l'Etat, la thèse a été soutenue que le problème désigné sous le vocable d'intégration ne devrait pas se poser actuellement sur le plan idéologique mais sur un plan purement tactique en fonction de la volonté du Pouvoir d'imposer son système et qu'il conviendrait, dès aujourd'hui, de déterminer les conditions d'une telle participation.

Les plus nombreux rejettent toute idée de participation directe notamment à un pouvoir délibératif ; la présence même dans les organismes consultatifs comme le Plan est nettement mise en cause, le Pouvoir ayant choisi délibérément d'en faire un instrument de propagande et de doctrine.

D'autres ajoutent que dans le cadre d'une politique confédérale non novatrice, la prise de responsabilités accrues dans une participation ou collaboration serait inutile et pleine de danger ; ce n'est que dans le cas où une politique hardie de justice sociale s'appuyant sur un large programme de réformes de structures serait mise sur pied qu'une position plus nuancée et justifiant certains risques pourrait être envisagée. De toute façon, l'unanimité est totale pour refuser formellement que par des mesures insidieuses au regard desquelles les militants doivent être particulièrement vigilants, le Syndicalisme n'en arrive à être un des instruments du Pouvoir.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Avant le congrès de « Force-Ouvrière » branle-bas de combat

Quand ce numéro parviendra à nos abonnés, le congrès de la centrale « Force Ouvrière » sera sur le point de s'ouvrir. Ce sera un événement de cette année « sociale », la vraie. A ceux à qui « Force Ouvrière » ne plaît pas (et nous sommes de ceux qui ne tirent pas satisfaction entière de son orientation), nous poserons simplement cette question : si F.O. n'existait pas, ne faudrait-il pas la créer ? Si F.O. n'existait pas, l'état du mouvement syndical ouvrier français n'en serait-il pas plus mauvais encore ? (J'entends : toutes les données actuelles, sociales, syndicales et politiques restant les mêmes).

Je sais bien qu'il y en a qui sont prêts à répondre non à cette double question. Ce sont ceux qui se déclarent « anti-syndicats », parce que, dans leur système, les syndicats sont, désormais et définitivement, les agents du pouvoir. Evidemment, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que, dans notre pays et actuellement, les syndicats sont au contraire, tant bien que mal, la seule force de résistance et d'opposition. Ça ne fait rien ! Nos théoriciens tiennent dur comme fer que les syndicats français en sont au point des « syndicats verticaux » espagnols, ou des « courroies de transmission » des pays de capitalisme d'Etat autoritaire. Cela les dispense, remarquez-le bien, de défendre l'indépendance du syndicalisme. Puisqu'il n'y en a plus ! (Et qu'à leur opinion, il ne peut pas y en avoir). Comme ils ne sont pas à une contradiction près — on en trouvera pas mal dans leur système — ils exaltent la grève des mineurs qui, sans les syndicats, y compris les syndicats F.O., n'aurait probablement pas commencé (je parle du commencement, non de la fin). Ils combattent les syndicats, tels qu'ils sont, et vers lesquels se tournent immédiatement les ouvriers non syndiqués quand ils luttent spontanément, nos censeurs donc combattent les syndicats au nom de « conseils ouvriers » hypothétiques, tels qu'ils existent dans leur esprit. Pourtant, s'ils voulaient être convaincus que les débats d'opinions, les batailles de tendances, les prises de positions révolutionnaires ou réformistes sont encore possibles dans les syndicats, ils n'auraient qu'à suivre — comme nous le ferons pour eux — le congrès de « Force Ouvrière ». Ils verraient (mais veulent-ils voir ?) que le problème de « l'intégration dans l'Etat », loin d'être résolu, est au contraire au cœur de la discussion, et que la défaite n'est nullement consommée.

***

Revenons donc à ce congrès après cette digression qui n'était peut-être pas une si mauvaise entrée en matière. Ce mot d'« intégration » et, espérons-le, tout ce qu'il contient et tout ce qu'il cache, reviendra probablement dans tous les exposés de la tribune confédérale. Je serais tenté de dire que nous allons assister à une bataille des « anciens » et des « modernes », si, fort heureusement, il n'y avait plusieurs catégories différentes d'« anciens » et bien des types de « modernes ». Vous vous rappelez qu'on a fait aussi une grande consommation de ce mot « moderne » au dernier congrès de la C.F.T.C. (encore chrétienne). Certes, le syndicalisme évolue, il doit évoluer en tenant compte des modifications de structure à l'intérieur du capitalisme et dans l'ensemble des salariés. Mais ce qui est sans doute la plus grande leçon de l'histoire ouvrière, depuis le début de l'époque des guerres et des révolutions, c'est que le syndicalisme des ouvriers doit demeurer indépendant, qu'en aucune circonstance il ne doit « s'intégrer » dans une forme quelconque de pouvoir d'Etat, même si le gouvernement de celui-ci se déclare démocratique, populaire, ou socialiste (ou les trois à la fois). Je dis que je suis tout ce qu'il y a de « moderne » en affirmant cela. Il en est qui ne sont pas modernes de cette façon. C'est peut-être ce qui a fait écrire à Alexandre Hébert, de la Loire-Atlantique, qu'il était pour le « syndicalisme de papa ». J'espère bien qu'on ne se contentera pas d'une bataille de mots, mais qu'il y aura une vraie confrontation d'idées, dont sortiront vainqueurs les « syndicalistes ». Pour nous, les syndicalistes sont ceux qui pensent, non que le syndicat suffit à tout, mais que — sans être nécessairement opposés à tout ce que fait le pouvoir — les syndicats doivent rester continuellement disponibles pour la défense ouvrière et orientés, non pas vers la conquête du pouvoir, mais vers l'organisation, dans la pratique, d'une société de travailleurs libres et égaux.

***

Le Congrès confédéral F.O. se divisera-t-il, comme celui de la C.F.T.C. en « traditionnalistes » et « progressistes » ? Non. D'abord parce que ce mot de « progressistes » est un de ceux — ils sont nombreux aujourd'hui — que l'on met à toutes les sauces et qui finissent par en perdre leur goût propre, leur sens propre. Par exemple : vous tournez le dos aux principes du syndicalisme ouvrier, puis vous vous mettez à « progresser ». Vous progressez tellement dans ce sens que, bientôt, regardant d'où vous êtes partis, vous vous écriez : « ce vieux syndicalisme est dépassé ! » Comme l'on dit : « la Charte d'Amiens est dépassée ! » Si bien que, pour résister à cette réaction « progressiste », il arrive que certains acceptent de faire figure de « traditionnalistes ». En ce qui nous concerne, nous voulons adapter les méthodes et les structures du syndicalisme ouvrier à la situation réelle, économique, sociale, humaine d'aujourd'hui, répondre aux aspirations des travailleurs d'aujourd'hui, en restant fidèles à la triple règle de conduite : indépendance, lutte de classe, internationalisme. « Pour que l'internationalisme soit une pratique », voilà ce qui est rappelé, en première ligne, sur chaque Bulletin de la Commission Internationale de Liaison Ouvrière à laquelle nous participons.

Des courants et des tendances

Des courants et des tendances, il y en aura donc dans ce congrès. Ils se montreront d'autant plus qu'un nouveau secrétaire général doit prendre la barre du navire confédéral (encore que, si étrange que cela puisse paraître, le congrès, réputé instance suprême, n'ait à peu près rien à faire dans la nomination du nouveau capitaine !)

La tendance officielle, celle de la direction de la centrale, nous la trouvons dans les rapports édités avant le congrès. Leur lecture est un travail difficile. Surtout quand on n'est pas habitué à ce style spécial qui, lui aussi, est « progressiste », en ce sens qu'il dépasse de haut celui que mes instituteurs s'efforçaient naguère de me faire acquérir. Je renonce à faire des citations. J'en ferai une pourtant. Dans l'exposé introductif, sous le titre « le contexte national » (ah ! ce « contexte » !), nous lisons que le danger que court la France c'est « *un écartèlement voulu par l'extrême gauche communiste qu'étofferait un front populaire et voulu par l'autre aile qui pourrait vite devenir en quelque mesure fascisante, pour sa camponner au pouvoir si l'homme venait à disparaître qui, aujourd'hui, le détient* ». C'est peut-être clairement vu, si ce n'est pas très clairement dit.

Des tendances qui s'opposent à l'appareil confédéral, puissamment conservateur, on a déjà beaucoup parlé. Trop peut-être, avant d'en avoir entendu l'expression véritable à la tribune du congrès. Moi-même, dans la dernière « chronique », j'ai peut-être interprété un peu hâtivement la position de la Fédération des Industries Chimiques et de son secrétaire général Labi. Mais il a luimême la parole dans ce numéro, avec d'autres militants actifs et responsables de « Force Ouvrière », comme Piolet, de la Loire, et Roger Lapeyre. Notre information sera donc complète.

Après la réunion de Poigny-la-Forêt où des militants F.O. ont échangé leurs vues et, sans doute, préparé leurs batteries, il y a eu la réunion que la Fédération des Travaux Publics et des Transports, celle de notre ami Roger Lapeyre, a organisée à Bourdonné, en Seine-et-Oise (ces colloques d'Ile-de-France entrent maintenant dans la coutume syndicale). Elle réunissait des militants du secteur public, alors que le secteur privé dominait à Poigny-la-Forêt. Nous publions dans ce numéro la déclaration qui a clôturé cette rencontre. Certaines de ses expressions ne nous donnent pas satisfaction et certaines opinions qui y sont notées — sans y être approuvées — sont à l'opposé de ce que nous défendons ici. Pour le moment, nous ne voulons que retenir la conclusion de cette déclaration, conclusion que nous saluons au passage : « *L'unanimité est totale pour refuser formellement que, par des mesures insidieuses au regard desquelles les militants doivent être particulièrement vigilants, le syndicalisme n'en arrive à être un des instruments du pouvoir.* »

Nous ne sommes pas anarcho-syndicalistes

Depuis le temps que l'on m'accusait d'être quelque peu anarcho-syndicaliste... sur les bords, je finissais par le croire. Et puis, je viens de lire, dans le dernier numéro du « Monde Libertaire », une longue, très longue étude sur l'anarcho-syndicalisme. Alors, je suis sûr de ne pas être anarcho-syndicaliste. L'auteur, ou les auteurs, de cette longue, très longue étude commettent un certain nombre d'erreurs historiques... et aussi de plus graves erreurs qui portent sur ce qu'on pourrait appeler l'esprit même du syndicalisme. C'est ainsi que la Charte d'Amiens — texte fondamental, et remarquable à la fois par sa brièveté et sa densité — ne serait qu'un « compromis », vous entendez bien : un compromis, entre socialistes et anarchistes. Ces derniers — du moins, ceux seulement qui ont commis cette longue, très longue étude — n'en paraissent pas tellement satisfaits ; l'indépendance par rapport « aux partis et aux sectes » ne les met pas à l'aise. Ils n'ont pas compris, c'est évident, ce qui sépare un compromis d'une synthèse. Or, la Charte d'Amiens est incontestablement une synthèse qui, comme telle, est créatrice : elle a fondé, en théorie et en pratique, le syndicalisme tel qu'il s'est développé, d'une manière originale, au moins en France.

Parmi les erreurs historiques commisses par notre auteur (ou nos auteurs), relevons déjà celle-ci : Pierre Monatte, après avoir quitté la vieille C.G.T. en 1921, aurait dû la rejoindre quelques années plus tard. Chacun sait qu'il n'a pas eu à la rejoindre, puisqu'il ne l'a jamais quittée. Ce n'est pas un point de détail : cela confirme encore que Monatte a toujours été, en doctrine et en fait, contre la scission syndicale. Nous ne pratiquons pas ici le culte de la personnalité. Si, après avoir rencontré Monatte trop tard à mon gré, j'avais pour lui une profonde affection, ce n'est pas pour cela que je n'admets pas qu'on puisse le critiquer, ni même qu'il ait pu commettre quelques erreurs (quand je songe aux erreurs que j'avoue moi-même, sans compter les autres !) Pour le rédacteur de cette longue, très longue étude du « Monde Libertaire », Pierre Monatte est « surfait ». C'est quelque chose que l'on ne dira certainement pas de l'auteur de l'article du journal de la Fédération Anarchiste ! Selon lui, Monatte n'aurait rien apporté. Eh bien ! je vais lui faire une proposition.

En 1907, au congrès anarchiste d'Amsterdam, Monatte a eu, avec le leader anarchiste italien Malatesta, une célèbre controverse sur le syndicalisme. Il n'est pas indifférent de noter, premièrement que Monatte avait alors 26 ans, deuxièmement que Malatesta, en dépit du désaccord qui le séparait de Monatte, resta très attaché à la revue « La Vie Ouvrière » dont il fut, dans les jours qui précédèrent la guerre de 1914, un des derniers visiteurs. Je n'hésite pas à dire que le discours que le jeune Pierre Monatte prononça à Amsterdam est, non seulement un modèle dans

la forme — ce qui n'étonnera aucun de ceux qui le lisaient hier dans ces colonnes — mais une sorte de définition du syndicalisme, de l'action directe ouvrière. Voilà donc ma proposition : pour éclairer ses lecteurs sur le syndicalisme, et la position des anarchistes par rapport à lui, que « le Monde Libertaire » publie cet exposé de Pierre Monatte, vieux de plus d'un demi-siècle et pourtant d'une éclairante actualité. Qu'il publie aussi, s'il le veut, à côté, le texte de Malatesta. Les deux textes ont été publiés dans la même brochure, et celui de Pierre Monatte est reproduit en entier dans « la Révolution Prolétarienne » consacrée, en 1951, au 70e anniversaire de son fondateur. On jugera alors si Monatte n'a rien apporté (en admettant qu'il n'ait apporté que cela !)

En mettant sous les yeux de ses lecteurs, les deux partis exprimés dans cette controverse, « Le Monde Libertaire » ferait bien davantage pour l'éducation de ses jeunes militants et pour l'orientation de leur action actuelle — je dis bien : actuelle — qu'en leur offrant ce long, très long pensum qui est plus une auto-justification, un plaidoyer pro domo, qu'une étude sérieuse et utile.

Raymond GUILLORE.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

POUR UNE RÉFORME DE L'ENTREPRISE NON OCTROYÉE ET QUI SERAIT LA CONSÉQUENCE D'UNE ACTION DIRECTE CONSTRUCTIVE

M. Bloch-Lainé nous rappelle, dans l'introduction à son livre : « Pour une réforme de l'entreprise », que, « dans la plupart des domaines, les faits ont été plus vite que les idées, et les institutions sont en retard sur les principes ».

Cette inadaptation, il la souligne, en ce qui concerne le statut des entreprises qui ont été conçues au siècle dernier, et il veut le corriger par un ensemble de réformes destinées à conjuguer les forces qui se manifestent dans l'entreprise et à concilier les intérêts correspondants.

On ne peut dire que sa démonstration est séduisante, elle est simplement logique ; mais elle laisse l'impression d'une construction artificielle. On y dispose de forces existantes pour aboutir à un équilibre qui ne supprime pas la cause du déséquilibre qu'il faudrait éliminer. On maintient la place prépondérante dans la gestion du capital représenté par les actionnaires, capital infime par rapport au chiffre d'affaires, et bien insuffisant dans les grandes sociétés pour assurer l'adaptation des moyens de production aux nouvelles techniques. Il s'agit bien là d'une force qui eut un rôle brillant dans le passé, mais qui finit par être un obstacle au progrès économique et au progrès social. Et, en face, on accorde un petit droit de contrôle à la force qu'on veut détourner de son action revendicative, reposant sur un antagonisme d'intérêts, pour mettre un terme au malaise social. Comme si c'était elle qui porte la responsabilité de la cause de ce malaise social ?

Ce n'est pas encore le moment d'accorder faits et idées, institutions et principes.

Les forces vives du système capitaliste ne sont pas encore pleinement adaptées à l'évolution des instruments de production provoquée par le progrès scientifique et le progrès technique, et la force antagoniste, la classe ouvrière, manifeste une vitalité encore confuse, n'orientant son action vers les problèmes de gestion que dans les entreprises les plus évoluées techniquement.

Et on ne peut disposer de l'extérieur des forces en mouvement, ni même des forces en déclin. Il faut les laisser faire face aux événements, à moins qu'on puisse leur imposer une solution de force ou précipiter la chute de l'une ou le triomphe de l'autre !

On veut maintenir en activité la force en déclin : celle qui prétend grossir toujours les dividendes sans mettre la main à la pâte et sans s'adapter par ses propres moyens aux techniques nouvelles dans les industries de pointe du moins.

Quant à la classe ouvrière et à son expression : le mouvement syndical, ce n'est pas une force malléable qu'on peut orienter du jour au lendemain de l'extérieur. Une réforme profonde de l'entreprise que lui attribuerait un rôle agissant, ne peut être décidée de l'extérieur. Une modification importante des rapports sociaux exige une adhésion collective et ne peut être que la conséquence d'un état de fait, état de fait étant lui-même l'aboutissement d'une situation économique et d'une action propre librement poursuivie et alliée à un effort permanent d'éducation.

La force ouvrière n'est pas une force malléable, c'est une force vivante, dont la composition varie et aussi la sensibilité, avec les conditions de production.

Quand elle fut constituée, au moins dans sa fraction de pointe, la plus agissante, la plus consciente de sa condition, par des hommes de métier, véritable producteurs, elle fut à la fois combative et constructive, tout en étant peut-être plus idéaliste, mais d'un idéalisme fait d'audace et de volonté constructive ; passementiers de Saint-Etienne de 1840 — syndicalisme de Varlin, de Pelloutier. A ce sujet, lire l'excellent ouvrage de Serge Mallet : « La nouvelle classe ouvrière ».

Quand le machinisme, sous son premier aspect, provoqua la généralisation du service des machines, avec des O.S., pliés à une tâche mécanisée, l'instinct grégaire prit le dessus, les explosions de mécontentement pouvant prendre le caractère de mouvements de révolte, mais de mouvements de révolte sans lendemains.

Aujourd'hui, on assiste à une évolution différente avec l'automation et les machines électroniques où l'ouvrier dirige des machines agréables au lieu de se plier au mouvement d'une machine horrible et bruyante. Une nouvelle organisation du travail s'implante ; il y a moins d'horaires, plus de spécialistes et de techniciens, plus d'emplois stables ; on constate même une certaine intégration du personnel dans l'entreprise, mais pas l'intégration souhaitée par les actionnaires ou les prêteurs à long terme, une intégration qui se manifeste par la liaison de l'action revendicative à la vie de l'entreprise et qui glisse vers le contrôle et la cogestion. Il est vrai que, parallèlement, dans les vastes cités où différentes catégories sociales cohabitent, un autre état d'esprit se dessine, celui qui est le propre des sociétés de consommation, où la publicité, la T.S.F., la télévision, les revues à la mode... engendrent les comportements

collectifs, une certaine uniformisation du genre de vie et même de pensée qui ne se prête pas aux efforts propres de compréhension des grands problèmes et prédispose à s'identifier à des chefs en vue qui eux s'offrent pour réaliser leurs aspirations.

Les ouvreirs nouveaux, surtout les jeunes spécialistes et techniciens qui n'ont pas été mêlés aux querelles des vieux partis et ne se sentent pas engagés par le passé, ne sont pas passionnés par les oppositions doctrinales, ils tournent plutôt leur esprit vers la vie réelle, les choses pratiques, ayant plus tendance à lier l'évolution des conditions de vie à celle de l'entreprise et de l'économie. Mais il reste encore les manœuvres, les O.S., ces déracinés, étrangers à leur boîte et même à leur travail, se désintéressant de l'entreprise, symbole d'oppression et source des inégalités auxquelles, cependant, dans la cité, des hommes politiques apporteront des solutions toutes préparées, évoquées par des slogans qui frappent l'esprit.

Un plan de stabilisation légalisant un état de fait encore confus et dont on ne voit pas d'issue d'une façon concrète, n'a pas d'autre intérêt que celui d'arrêter l'esprit sur l'instabilité des institutions actuelles et sur l'obstacle qu'on feint d'ignorer et qui, pourtant, empêche l'adhésion collective indispensable dès le départ : la propriété privée des moyens de production.

Le projet Bloch-Lainé a cependant un mérite : celui de retenir l'attention sur le contrôle de la gestion par la force syndicale. Par là, il pourrait introduire le loup dans la bergerie. C'est la brèche qui peut faire naître l'espoir — si l'on y est préparé et qu'on soit disposé à l'élargir — de mettre un terme à l'exploitation de la force de travail. Mais pourquoi l'insérer dès maintenant dans un ensemble qui détourne l'attention de l'essentiel ! Laissons les organisations syndicales de pointe l'imposer en exigeant les garanties d'informations qu'elle implique pour n'être pas illusoire. Leur expérience peut constituer un enseignement concret, appeler de nouvelles méthodes d'action, d'éducation et de propogande. Et ça, ce sera une action libératrice parce qu'elle aboutira inévitablement à l'élimination des exploiteurs parasites par voie de conséquence, à l'élimination de tous ces courants extérieurs de pensée, produits de cerveaux destinés à construire dans l'abstrait et qui détournent les travailleurs de la mission que leur avait attribuée la première Internationale dont on va fêter le centenaire.

U. THEVENON.

UN PLAN D'ESPRIT REACTIONNAIRE

Le gouvernement espère stabiliser les salaires en agissant sur l'emploi.

S'il augmente réellement les crédits en faveur de la formation professionnelle, nous nous en féliciterons, sans oublier toutefois, qu'ils resteront sans doute encore tragiquement en dessous des besoins.

Que le pouvoir importe de la main-d'œuvre turque, nous sommes sceptiques.

Par contre, ce que nous constatons, c'est que la vieille loi de l'offre et de la demande reste la doctrine du pouvoir gaulliste malgré ses tendances de collaboration de classes.

Il ne trouve pas normal que les salaires augmentent et il souhaite provoquer un chômage technologique, cher à Pinay, qui stopperait la progression du niveau de vie.

Comment appeler une telle politique, autrement que réactionnaire ?

Dans une économie en expansion, qui peut s'étonner que les revenus progressent, sinon les vieux conservateurs ?

S'il restait encore chez certains des illusions sur le caractère social du gaullisme, les voilà maintenant bien éclairés et leur inconscience ne pourra plus être maintenant que de la complicité.

LA STRATEGIE ANTISOCIALE DE M. POMPIDOU

La France a perdu le quart de son pouvoir d'achat depuis 1958 (en Allemagne 12 % seulement). C'est un fait que constate notamment le pauvre petit épargnant qui s'était fait quelques économies pour améliorer son menu de retraité. Les actifs, eux, à quelque catégorie de travailleurs qu'ils appartiennent, peuvent réagir et faire revaloriser leurs revenus.

Mais M. Pompidou veut mettre un terme à cette forme de la dévaluation de la monnaie qu'est l'inflation et qui se manifeste surtout par la hausse des prix.

Il y a trop de monnaie disponible destinée à la consommation immédiate. Mais ce trop de monnaie ne provient pas des hausses de salaires puisque les salaires sont en retard sur la productivité. Mais il faut tout de même empêcher les hausses de salaires et empêcher le courant revendicatif qui se dessine pour ramener la confiance dans la monnaie chez ceux qui peuvent en épargner. Oh ! pas en s'attaquant aux causes de l'inflation. Pas en tarissant les sources de cette monnaie qui n'a aucune contrepartie dans les produits et services offerts ; on s'en tiendra aux mesures spectaculaires de blocage des prix avec dérogations, et après les hausses qui étaient déjà effectives, avant les décisions gouvernementales ; à l'abaissement des droits de douane, à la vente à grand tapage de quelques produits avec l'aide des magasins à succursales, les Coop, y compris...

Ça frappera tout de même l'opinion, d'autant plus qu'on provoquera les protestations retentissantes du patronat, venant fort opportunément pour calmer les salariés qui pourront croire qu'on a d'abord frappé les puissants.

Mais les bénéficiaires du trop coûteux système de distribution dormiront tranquillement. On paiera même les participants à ce courant de baisse spectaculaire et portant sur quelques produits par des réductions d'impôt. Et la spéculation foncière continuera.

Rien ne sera changé. L'argent offert sur le marché qui est sans contrepartie dans l'offre des produits et services, continuera d'affluer. Il en viendra même davantage puisque les dépenses pour la force de frappe augmentent, puisque les dépenses publiques continueront à augmenter plus vite que le revenu national.

M. Pompidou veut enrayer un courant inflationniste qui devient dangereux pour la classe dominante, par une opération psychologique destinée d'abord à faire accepter un blocage des salaires.

C'est un psychologue rusé, mais non un technicien. Il détourne seulement l'opinion des problèmes qu'il ne peut ou ne veut résoudre. Sa stratégie antiouvrière doit être dénoncée.

LA CONCENTRATION ECONOMIQUE EN 1958.

Ce tableau complété donnant le degré de concentration de l'économie de la Loire en 1958, d'après l'I.N.S.E.E., est établi ainsi :

Le nombre d'établissements, d'après leur importance est de 36.631 dont

19.704	n'occupent aucun salarié,		
7.717	occupent chacun	1 salarié,	ensemble 7.717
3.642	occupent chacun	2 salariés,	ensemble 7.284
1.130	occupent chacun	3 salariés,	ensemble 3.390
744	occupent chacun	4 salariés,	ensemble 2.932
476	occupent chacun	5 salariés,	ensemble 2.380
340	occupent chacun	6 salariés,	ensemble 2.040
252	occupent chacun	7 salariés,	ensemble 1.764
203	occupent chacun	8 salariés,	ensemble 1.624
178	occupent chacun	9 salariés,	ensemble 1.602
166	occupent chacun	10 salariés,	ensemble 1.660

893 en occupent 11 à 20, ensemble 12.968
723 en occupent 21 à 50, ensemble 23.150
247 en occupent 41 à 100, ensemble 16.962
18 en occupent 101 à 200, ensemble 16.900
68 en occupent 201 à 500, ensemble 20.402
13 en occupent 501 à 1.000, ensemble 8.540
6 en occupent 1.001 à 2.000, ensemble 8.766
6 en occupent 2.001 à 5.000, ensemble 21.580
2 en occupent plus de 5.000, ensemble 11.236

D'après les tableaux de l'économie française (I.N.S.E.E.) édités en 1960, pour 1958, au total, les établissements industriels et artisanaux sont au nombre de 15.863 (dont 6.779 n'occupent aucun salariés, 7.220 occupent de 1 à 10 salariés, 1.756 occupent de 11 à 200 salariés, 86 en occupent de 201 à 1.000 et 6 plus de 1.000.

Les établissements commerciaux, étaient au nombre de 17.163 dont 11.152 n'occupaient aucun salarié, 5.433 en occupaient de 1 à 5, 335 en occupaient de 6 à 10, 220 de 11 à 50 et 19 plus de 50.

Restaient les agriculteurs. On y enregistrait 29.026 exploitations dont 1.528 de moins d'un hectare; 15.509 de 1 ha à 9,99 ha ; 11. 518 de 10 à 49,99 ha ; 471 de 50 ha et plus.

Parmi nos LETTRES

Les enfants algériens vus par une Française

Un ménage ami de la R.P. a reçu d'une de ses amies, Française mariée à un Algérien, qui est partie en Algérie aux lendemains de l'indépendance et qui, avec son mari, enseigne depuis lors dans un gros village de l'Algérois, la lettre qu'on va lire. Cette lettre date déjà de quelques mois, mais elle n'en a point perdu de son intérêt :

L'hiver dernier, nous avons eu quelques jours de forte gelée et alors, là, c'était lamentable. Nos petits, mal vêtus, mal nourris, venaient en classe bleus de froid. Et que faire pour les 1.200 enfants qui fréquentent l'école ! C'était un spectacle comme il ne devrait plus jamais en exister, de voir, à quelques exceptions près, tous ces gosses de 6 à 14 ans, bras nus, pieds nus, faisant parfois 4 à 5 kilomètres pour venir en classe, vêtus des choses les plus ahurissantes allant du veston d'homme au pyjama, en passant par la veste militaire, et les chaussures des parents.

Et jamais ces pauvres gosses n'émettent une plainte, résignés, durs, méfiants au début. Ils ont parfois des réactions inattendues. Depuis octobre, nous avons les mêmes gosses, ils sont maintenant détendus, confiants, et ils rient, mes amis ; ils rient alors que les deux premiers mois on ne voyait que terreur dans leurs yeux.

Aussi nous leur consacrons la plus grande partie de notre temps. En dehors des heures de classe, il y a les garderies, le sport, le cinéma éducatif, l'étude, la cantine (depuis un mois) ; mon mari donne même des cours d'adulte, le soir. Quel travail, mais quelle satisfaction morale ! Tout à l'heure encore, un garçon élève de mon mari m'a apporté un collier de fleurs qu'il avait enfilées une par une — et ce, parce que mon mari lui avait coupé les cheveux. Vous ne pouvez savoir à quel point ils sont reconnaissants. Ils sont misérables, mais dignes.

Comme nous aimerions que vous puissiez voir notre village ! Nous y sommes attachés très profondément et les vacances nous semblent longues sans nos gosses.

Excusez-moi, chers amis, de vous importuner avec nos histoires de gosses, mais ils représentent pour mon mari et moi l'avenir de l'Algérie, et leur misère est si grande que, incapables de les secourir tous, matériellement et moralement, nous essayons de les aider au maximum.

Ici, c'est le chômage le plus complet. Les femmes de ménage travaillent pour 0,50 F l'heure et même moins ; 80 F par mois ! C'est écœurant, n'est-ce pas ? On paye un ouvrier 1,25 F de l'heure. Que voulez-vous ? Rien que dans ce village, 600 pères de famille (nombreuses) sont sans travail ; donc la concurrence est grande ; si vous n'êtes pas content, votre voisin prend votre place pour 1 F l'heure ! Aussi les patrons en prennent-ils à leur aise ; heureusement que des mesures gouvernementales y remédient.

Sur le lycée Simone Weil

De Jean DUPERRAY (Loire) :

Pour répondre à l'entrefilet du vétéran de l'athéisme, paru sous le même titre dans la R.P. de juillet-août 1963, nous nous contenterons d'une comparaison.

Imaginons à propos, par exemple, de l'article sur la pièce de Salacrou « Boulevard Durand », publié par la R.P., un entrefilet tout aussi judicieux que celui du vétéran et en tous points semblable au sien.

« Ceux qui illuminent par fidélité mal comprise à la « Vie Ouvrière » d'antan, parce qu'on a donné le nom du docker anarcho-syndicaliste et martyr Jules Durand à un boulevard du Havre, ne voient pas qu'ils apportent de l'eau au moulin de la collaboration de classes et de la politique gaulliste. Si Jules Durand ne s'était jamais fait d'illusions humanitaires ou humanistes sur de vagues possibilités de sentiments communs aux exploiteurs et aux exploités, s'il ne s'était jamais pris pour le Christ, après sa condamnation, et s'il n'avait jamais prononcé de phrases équivoques sur Dieu à son procès, on peut être sûr qu'on n'aurait jamais pensé à baptiser de son nom quoi que ce soit, ou à écrire une pièce de théâtre à sa mémoire. » *Nous pourrions imaginer de nombreuses variantes à propos de boulevards, avenues ou lycées, Karl Marx, Pierre Kropotkine, Proudhon, Emile Zola, Elisée Reclus, Jules Vallès, Ernest Renan, Voltaire, etc.*

Communisme et liberté

Du même DUPERRAY :

Un camarade, retour de Yougoslavie où il avait été témoin de l'admirable comportement de la population lors de la catastrophe de Skopje, nous relatait également les progrès considérables du standard de vie qu'il avait pu enregistrer dans ce pays en quelques années. D'un niveau inférieur à celui de l'Espagne, en évolution elle aussi, la Yougoslavie la dépassant aujourd'hui largement, approchait selon lui des possibilités de l'Europe occidentale. Télévision répandue, autos à bon marché, vastes constructions de bonnes habitations, bons restaurants, cafés agréables, ouvriers en cotte bleue dans les mêmes libres-services que les touristes, villes respirant gaîté et santé, vaste réseau d'autoroutes gratuites dépassant largement celui de la France, police discrète et beaucoup plus civilisée qu'auparavant. Libertés publiques cependant encore très contrôlées, jusque dans la vente des journaux étrangers. Si nous écoutons un peu hâtivement sans doute notre foi de syndicalistes libertaires, nous serons tentés, tout en nous félicitant plus de la coexistence pacifique Khrouchtchev-Tito que du conflit sino-russe, de poser les très approximatives équations suivantes : le communisme plus la libre entreprise ouvrière, même sans la pleine liberté est supérieur au communisme étatique et supérieur au fascisme plus la libre entreprise capitaliste. Donc, le communisme plus la liberté serait le régime de niveau de vie maximum.

Les syndicats ont inconsciemment formé des foyers d'organisation pour la classe ouvrière comme les municipalités et communes du Moyen Age le firent pour la bourgeoisie.

KARL MARX.

A PROPOS DE CUBA

Le 5 octobre, à la réunion du Noyau de la « Révolution Prolétarienne », Louzon et moi avons été vivement critiqués au sujet de ce que nous avions écrit sur la révolution cubaine dans le numéro de septembre de la R.P. En fin de discussion, Charbit conclut : « Louzon et Delsol ont le droit d'exprimer leur point de vue, même s'ils sont seuls de leur avis. »

Il me fut reproché de n'avoir présenté aucun argument pour justifier la défense de la révolution cubaine. Je vais donc essayer de combler cette lacune.

Au moment de la chute de Batista, les Etats-Unis pensaient que l'avènement du gouvernement Castro n'amènerait aucun changement profond dans la vie politique et économique de Cuba ; ils ne furent donc pas hostiles à la révolution cubaine. Par la suite, la socialisation des plantations de canne à sucre et des raffineries, modifia l'attitude des Etats-Unis qui protestèrent énergiquement contre ces mesures atteignant des capitalistes américains.

La presse américaine engagea une grande campagne contre Cuba. Le blocus économique fut organisé en vue d'amener le gouvernement révolutionnaire à ne pas poursuivre la politique de socialisation. Castro ne se laissa pas intimider, le blocus fut renforcé pour étrangler la révolution cubaine. Son salut est dû à l'aide apportée à Cuba par l'U.R.S.S. Le gouvernement Castro continue, mais il doit faire face aux nouvelles difficultés créées par le blocus et aussi à celles causées par la mauvaise organisation économique. Cette situation a fait commettre à Cuba des fautes graves, par exemple : le manque de démocratie et de liberté dans les syndicats ainsi que des injustices. Les révolutionnaires ont le devoir de protester. Les travailleurs doivent avoir l'entière liberté d'expression. Les injustices doivent être dénoncées. Notre tâche est d'aider les ouvriers cubains à mettre fin aux erreurs de la révolution cubaine. Mais pour cela il est nécessaire d'être exactement renseignés. Dans les quelques lignes publiées dans le numéro de septembre de la R.P., je regrettais qu'un camarade sûr et compétent ne puisse se rendre à Cuba pour voir ce qui s'y passe. Or, René Dumont était en septembre à Cuba. Dans le n° du 3 octobre de « France Observateur » il publie un article sur les constatations qu'il a faites. Je vais me permettre d'en citer de larges extraits, ce qui, je l'espère, contribuera à éclairer notre lanterne.

René Dumont, professeur à l'Institut agronomique de Paris, est un expert agricole universellement connu. Les gouvernements indien, chinois, algérien, cubain, malien, etc., l'ont tour à tour appelé en consultation.

Dans cet article, René Dumont signale des erreurs graves. Il écrit :

« En mai 1960, puis en août de la même année, je fus le premier sympathisant étranger à rappeler à Fidel des solutions économiques de base, comme la nécessité d'un minimum d'organisation, de statistiques, de discipline dans le travail, de classement prioritaire des investissements. »

« Mon inquiétude s'accrut le 26 août 1960, quand Fidel m'exposa, dans sa « maison des marais » de la Cienaga de Zapata, non loin de la « Baie des Cochons » son projet de *granjas del Pueblo* géantes. Je n'ai pu l'en dissuader : les voici qui couvrent 46 % des terres agricoles de l'île, et souvent les meilleures. »

Voici ce qu'il dit sur la situation présente :

« En septembre 1963, la situation économique n'est vraiment pas brillante. Si la popularité de Fidel s'est plutôt accrue en ville, parmi les ouvriers (et grâce au départ massif des bourgeois), une politique agressive vis-à-vis des agriculteurs privés, même petits, l'a un moment diminuée dans certaines campagnes, surtout au sud de Mantazas et de Las Villas. »

Au sujet des « granjas » géantes, il dit :

« La dispersion géographique du domaine territorial de chaque « Granja » installée dans la précipitation, constitue un facteur d'élévation des coûts. Elle comprend souvent de 10 à 60 parcelles distinctes, séparées par une distance qui peut atteindre, à l'extrême, 80 km. Et l'Unité d'exploitation peut dépasser 50.000 hectares, ce qui est une pure folie. Au lieu d'ajouter aux deux grandes productions traditionnelles : la canne à sucre et le bétail, d'autres cultures horticoles ou industrielles on a négligé le bétail ; et surtout on a « laissé tomber » la canne, la première richesse de l'île.»

Après avoir fait connaître d'importantes erreurs commises et dont la liste pourrait s'allonger, René Dumont présente une espérance :

« Une réorganisation plus intelligente des « Granjas » est à l'étude qui leur donnera finalement l'indispensable *autonomie financière*. Des *normes de travail* sont étalonnées, qui pénaliseront ceux qui ne font rien, et donneront « *à chacun selon son travail* ». Il était temps, car la productivité du travail des « Granjas » nous a paru se situer aux environs de la moitié de celle des exploitations privées précédentes. Et quand l'ouvrier de « Granja » a produit un peso de richesses, il en touche deux de salaire. »

En ce qui concerne les entreprises, il écrit :

« Pour réussir, les entreprises socialistes devraient avoir plus d'initiative, de souplesse dans leur travail et acquérir une autonomie poussée, financière et de gestion. Elles devraient pouvoir prendre sur place, sur le lieu même de leur activité toutes les *décisions quotidiennes ;* spécialement nécessaires en période difficile, pour parer aux multiples inconvénients du blocus et à ceux, plus graves encore, de la désorganisation des entreprises centralisées, des méfaits des bureaux de la capitale, coupés du contact des réalités *car l'anarchie s'est bureaucratisée.* »

Je m'en excuse, mais bien qu'un peu longue, je crois utile de citer la conclusion intégrale de ce document, car elle est très intéressante :

« Mais tomber dans un pessimisme inverse, annoncer la défaite économique de Cuba, serait *une erreur plus lourde encore.* La prise de conscience par Fidel des nécessités économiques devient chaque jour plus concrète, plus réaliste. J'aurais tendance à croire qu'elle progresserait plus vite encore, s'il ne craignait pas de se faire traiter de « boukhariniste » ou de « titiste » par les Chinois.

« Cet article, je le sais, ne plaira pas à tous les Cubains ; et du reste, ce n'était pas là son objectif. Cette amère pilule voudrait les aider à comprendre les exigences, plus strictes qu'ils ne le pensent, du développement économique. Ils ont déjà bien avancé dans cette voie, *ce qui permet d'espérer un assez rapide redressement de l'économie cubaine.* A condition de bien mesurer les conséquences des prochaines décisions politico-économiques et d'éviter toute précipitation. Il ne faut *nationaliser que ce qu'on peut bien gérer.* Etatiser un nouveau secteur de l'économie avant que le secteur socialiste actuel ne soit bien réorganisé, serait courir de nouveaux risques. Les « Granjas » défrichent et labourent trop, mais cultivent mal, et leurs rendements s'effondrent. A l'échelle nationale comme à celle de l'entreprise, Cuba devrait désormais *moins entreprendre, mais le réaliser mieux.* A cette condition, il reste permis de répéter leur beau cri de guerre « *Vencremos* », nous vaincrons. et surtout, n'oublions pas le magnifique effort d'alphabétisation, d'éducation, de santé publique qui a été accompli spécialement dans les campagnes. Et la fierté rendue à tout un peuple, ce n'est pas rien. »

Nous voilà mieux renseignés sur la vie à Cuba. Toutefois, il n'écrit rien sur la vie des syndicats. Les faits signalés par René Dumont indiquent que tout ne va pas pour le mieux. La transformation d'une société capitaliste en société socialiste n'est pas chose facile à réaliser, surtout quand, par surcroît, un blocus économique est organisé contre la révolution.

Les erreurs graves faites n'ont pas découragé

les révolutionnaires cubains, ils ont la ferme volonté de redresser la situation

René Dumont n'est pas non plus pessimiste ; il espère rapidement la rectification. Je pense que nous devons aussi être optimistes et faire confiance en la révolution cubaine, tout en dénonçant les injustices et en défendant énergiquement le principe de liberté dans les syndicats. Nous aiderons ainsi la révolution à sortir de cette situation difficile.

Ne perdons pas de vue que Cuba a fait naître de grandes espérances parmi les travailleurs et étudiants de l'Amérique latine. Ne détruisons pas leur enthousiasme.

Clément DELSOL.

A QUAND LE BEURRE A VOLONTÉ EN U.R.S.S. ?

Paul Dreyfus a fait un voyage d'études en U.R.S.S. et il en a fait un compte-rendu dans « Le Dauphiné Libéré » en septembre. Son témoignage semble objectif.

Il n'apporte rien de nouveau, mais nous en tirons quelques renseignements sur le niveau de vie des travailleurs russes à qui Khrouchtchev a promis le beurre à volonté pour 1980 et un niveau égal ou supérieur à celui des ouvriers américains.

Il est difficile de comparer des niveaux de vie. P. Dreyfus le souligne. Pour ce qui concerne le peuple russe, il faut tenir compte du bas niveau où il se trouvait sous la domination des tsars, de ses traditions, de ses habitudes de sobriété... Certes, les grandes réalisations dans le domaine social constituent une amélioration considérable : instruction gratuite pour tous qui ouvre à tous les jeunes Russes les mêmes chances dans la vie (on ne paie que les livres et les fournitures scolaires) ; hôpital gratuit, médecin gratuit (sauf recours a un spécialiste renommé dans le cadre du petit pourcentage de clientèle privée qui lui est tolérée) ; logement bon marché, et parfois gratuit. Pas d'allocations familiales mais un énorme équipement socio-culturel : les loisirs organisés constituent une importante prise en charge des enfants et des jeunes par l'Etat.

Le Russe vit frugalement : le bortsch (espèce de pot-au-feu) constitue la base de la nourriture. Au coin des rues on trouve des beignets à la viande, des saucisses chaudes dans les squares. Et on consomme beaucoup de crème glacée.

Les salaires sont encore relativement bas. Ils représentent 33.000 à 44.000 anciens francs (les grands fonctionnaires, savants éminents, techniciens indispensables, militaires de haut rang, policiers importants peuvent gagner de 550.000 à 1.100.000 F). Le médecin de quartier débute à 44.000 francs et termine à 66.000 francs. Ces quelques chiffres marquent une tendance à la limitation des écarts, sauf s'il s'agit des soutiens indispensables du régime.

En face, voici des prix : pain noir : 77 F le kilo ; pain blanc : 87 F ; pais bis : 110 F ; lait : 165 F le litre ; œufs : 615 F les dix ; fromage genre gruyère : 2.145 F le kg ; fromage type Port Salut : 1.650 F le kg ; beurre : 990 F la livre ; chocolat : 825 F la plaquette de 100 grammes ; café ordinaire : 550 F le kg ; café moka : 2.175 F le kg ; vin : de 990 à 2.200 F le litre ; bière : 203 F la bouteille de 50 cl ; côte de porc : 1.040 F le kg ; entrecôte : 1.100 F le kg ; pommes de terre : 77 F le kg

Un costume d'homme modeste, de très médiocre qualité vaut 27.500 F ; celui que portent les fonctionnaires à partir du grade de chef de bureau, vaut 82.500 à 96.200 F.

Ceci à titre documentaire. Un pays qui veut se donner de puissants moyens de production, est bien obligé de s'imposer des restrictions, à plus forte raison s'il doit pour cela ou pour d'autres raisons de caractère politique entretenir un puissant appareil bureaucratique et un puissant appareil de coercition.

CEUX QUE GÊNE L'OMBRE DE PIERRE MONATTE

C'est avec un sentiment de déchirement pénible plus que d'irritation que j'ai lu dans le *Monde Libertaire* de novembre 1963, la page consacrée à l'anarcho-syndicalisme (page réalisée par le groupe Louise Michel, présentée par Maurice Joyeux).

Appelé par Maurice Joyeux et Suzy Chevet à collaborer aux *Monde Libertaire,* je me suis efforcé — parallèlement à ma participation régulière à la rédaction de la *Révolution Prolétarienne* — de dégager ce qui peut et doit unir des syndicalistes libertaires, ce qui permet la renaissance d'un syndicalisme véritablement libre et dynamique dressé contre les consignes de l'Etat et des partis, contre les servitudes des machines techniques, économiques et politiques.

Dans cet esprit, hors de tout sectarisme, de toute polémique rétrospective, prenant parti nettement, lorsqu'il s'agissait de défendre nos libertés, de soutenir les revendications ouvrières, d'affirmer la nécessité de la solidarité ouvrière internationale, je me suis gardé d'écrire une ligne qui aurait pu froisser les légitimes sentiments de mes compagnons.

Des raisons personnelles, le désir de ne pas gêner une nouvelle orientation du journal encore mal éclairée m'avaient conduit à suspendre volontairement ma collaboration au *Monde Libertaire.* Mais ce n'était pas la rupture de nos liens amicaux. Et en admettant modestement que mes écrits ne soient plus nécessaires, j'entendais bien demeurer fidèle lecteur du journal et constant ami de ses rédacteurs.

La page incriminée dans le dernier journal m'oblige à douter du maintien de ces relations amicales.

Sans doute, l'ensemble de la page appelle-t-il un examen approfondi. Quelque confusion dans les termes, un choix quelque peu arbitraire entre les événements, les idéologies et les hommes m'inciteront sans doute à d'éventuelles mises au point. Mais cela n'aurait pas altéré la nature de nos relations, cela serait demeuré dans les limites d'une discussion entre « copains », si la page ne contenait un paragraphe inqualifiable et inacceptable sur Pierre Monatte.

Que dans l'allusion au syndicalisme révolutionnaire de 1906 à 1914, on ne dise rien de la *Vie Ouvrière* fondée par Monatte en 1909, qui exerça une influence profonde sur les militants de la C.G.T. — qu'en rappelant, avec quelque fantaisie l'opposition à la politique de guerre, on oublie le rôle essentiel de Pierre Monatte dont la *lettre de démission au Comité Confédéral* (décembre 1914) *reste le premier document public de l'opposition à la guerre et à l'Union sacrée* — ce sont là des omissions qui permettent d'apprécier les connaissances ou la probité intellectuelle du rédacteur.

Mais le paragraphe consacré à Pierre Monatte appelle une appréciation beaucoup plus sévère... Nous le citons in-extenso :

Mais tout autre fut l'attitude de Monatte et de ses amis. Certes, comme les anarchistes, il aida les communistes à sortir de la vieille C.G.T., mais ensuite il aida ces derniers à expulser les libertaires avant d'être à son tour contraint à regagner sans grandeur la C.G.T. Attitude incompréhensible et que la publication d'un ouvrage : « Trois scissions », n'a pas éclaircie et dont on peut déceler l'origine dans le caractère étroit de Monatte, personnage honnête, mais surfait dont l'attitude guindée tint lieu de politique et qui, bizarrement, nous fait repenser à Sieyès, l'abbé conventionnel, dont toute la réputation fut bâtie sur une supposée doctrine constitutionnelle dont personne ne connut jamais la première ligne.

Maurice Joyeux avait déjà manifesté son mépris pour les instituteurs qualifiés de « manœuvres » de l'Université. Dommage qu'il n'ait pas emprunté à un apprenti-futur manœuvre (je veux dire un Normalien primaire) un manuel d'his-

toire élémentaire. Il y aurait appris que l'abbé Sieyès fut l'auteur avant 1789 d'un opuscule sur le Tiers-Etat qui fournit des données fécondes aux constituants de 1791 — que d'autre part, la constitution qu'il rédigea après le coup d'Etat du 18 brumaire fut effectivement connue et discutée, et qu'elle fut « chamboulée » par Bonaparte (ce qui prouve son existence) qui non seulement institua son pouvoir presque absolu, mais encore écarta délibérément du gouvernement Sieyès et Roger Ducos, choisis d'abord comme consuls, remplacés par Cambacérès et Lebrun, dont la médiocrité paraissait plus propice aux desseins de César...

Intellectuellement, Sieyès ne fut donc pas méprisable. Mais il le fut sans doute moralement. Et c'est ici que la comparaison avec Monatte relève d'une stupide malveillance. Au gens qui lui demandaient ce qu'il avait fait pendant la Terreur jacobine, Sieyès aurait répondu : *J'ai vécu.* Formule d'un opportunisme déshonorant. Il se trouve qu'à chaque tournant, Monatte a toujours pris position, avec une netteté et même une brutalité qui choquait parfois ses plus fidèles amis.

Seul au C.C.N. en 1914 contre la guerre — presque seul en 1921 contre la scission syndicale — l'un des premiers à prendre position en 1924 contre la bolchevisation — l'un des fondateurs en 1930 du *Comité pour l'Unité syndicale* — l'un des premiers à troubler les chœurs euphoriques du Rassemblement populaire, en 1936 — le premier à dénoncer la stalinisation de la C.G.T. en 1945, etc., pionnier et franc-tireur, ayant toujours travaillé en atelier (sauf une courte période de journalisme à *l'Humanité)*... Monatte fut exactement l'antithèse d'un Sieyès.

Mais ignorant la biographie de celui-ci — ce qui ne prouve que son outrecuidance — le rédacteur du paragraphe cité, déforme des faits beaucoup plus récents et sur lesquels il lui était facile de s'informer objectivement et exactement.

La scission confédérale accomplie au début de 1922 suivit la réunion d'un congrès extraordinaire, groupant la minorité du congrès de Lille, qui consacra la scission en décidant la création de la C.G.T.U. *Il n'y eut que trois opposants : Monatte, Marie Guillot et Herclet.* Monatte n'eut pas à regagner la vieille C.G.T., car il ne l'avait pas quittée ; *il s'était refusé en effet à provoquer la scission dans son syndicat des correcteurs qui est toujours demeuré dans la vieille C.G.T., et toujours d'ailleurs dans l'opposition.* Monatte n'eut donc pas à « *exclure les libertaires de la C.G.T. U.* », d'abord parce qu'il ne pouvait participer aux congrès de celle-ci, ensuite parce qu'il s'est *toujours* opposé à des mesures coercitives frappant des minorités syndicales. Il est vrai qu'il combattit en ses articles ceux qui envisageaient un syndicalisme de secte anarchisant, comme il devait combattre ceux qui voulaient subordonner la C.G. T.U. au parti communiste — ou ceux qui entendaient soumettre la vieille C.G.T. aux impératifs réformistes. Il y aurait beaucoup à dire sur les luttes de tendances qui divisèrent la C.G.T. jusqu'en 1922, puis la C.G.T.U. de 1922 à 1935. Pas mal à retrancher, beaucoup à ajouter à « l'historique » (?) des copains du groupe Louise Michel. Et il est toujours insuffisant, quelque peu puéril et souvent dangereux d'apprécier le rôle des hommes et de juger ceux-ci rétrospectivement. Si j'ai vécu assez près de Monatte, j'ai connu aussi personnellement quelques-uns des leaders des différentes tendances syndicales. En comparant la vie et l'action de Monatte pendant les quarante années qui ont séparé sa démobilisation de sa mort.. à celles... de tous les autres, le souvenir de notre vieux guide n'en serait pas altéré.

Je n'oublie pas cependant que Marie Guillot — admirable institutrice et militante — animait la minorité « syndicaliste pure » au congrès de la C.G.T.U. tenu à Bourges en 1923. Monatte soutenait à cette époque la majorité syndicaliste communiste. Et cependant rien n'amoindrit la confiance qui les unissait l'une et l'autre, depuis leur rencontre au sein de l'opposition de guerre. Quelque temps avant sa mort, Monatte me confiait son indignation des petites infâmies inventées par quelque agent stalinien contre Marie Guillot.

Attitude guindée ?... Tous ceux qui ont vécu dans l'intimité de Monatte souriront de cette appréciation... plutôt qu'ils ne s'en offenseront.

Si Monatte était exigeant pour les autres comme pour lui-même, si sa rectitude morale contrastait avec la souplesse de pas mal de... grands hommes, il était particulièrement sensible aux faits humains. Le sort des ouvriers et des paysans russes et chinois lui semblait toujours la seule réalité valable pour juger des régimes dits socialistes.

Il était « surfait » ? Sans doute, si tout peut être « fait » par les idéologues, les aventuriers, les politiciens... on peut juger « surfait » un homme qui n'a jamais voulu être un chef, qui n'a jamais dit aux autres « *suivez-moi* », mais « *suivez jusqu'au bout la route que vous avez librement et consciemment choisie* ». Simplement à certains moments périlleux, quand il fallait plus que jamais rester fidèle à ses idées et à soi-même, il s'est trouvé placé en pointe, parce que les « chefs » avaient fui, que les politiciens se dérobaient et les idéologues bafouillaient. C'est ainsi que nous l'avons « surfait » sans qu'il le veuille, car sa seule présence nous prouvait que rien n'était perdu et qu'on pouvait reprendre la lutte.

Je pourrais citer non seulement des militants ouvriers, mais des intellectuels éminents et efficaces qui n'ont jamais entrepris un effort ou publié une œuvre de caractère social, sans avoir consulté et entendu Pierre Monatte, dont les propos apportaient toujours à ses interlocuteurs une leçon de fidélité et aussi un véritable enrichissement. Dommage que les copains du groupe Louise Michel n'aient pas bénéficié d'une telle chance.

Roger HAGNAUER.

SEVERIN PRUD'HOMME

Le fait de notre périodicité mensuelle nous amène tardivement à donner connaissance de la mort de notre bon camarade Prud'homme, survenue au début d'octobre dernier

Séverin Prud'homme était l'un des premiers de nos abonnés... Il appartenait à cette génération de militants révolutionnaires qui s'affirmèrent après la guerre de 14-18.

Il lutta contre les social-chauvins à la section S.F.I.O. du 14e arrondissement de Paris, mais c'est surtout au syndicat des métaux, auprès de Vergeat, de Delagarde, de Métayer, de Roy, que son activité s'employa courageusement. Il était le type même du Parigot blagueur qui jamais ne se laisse impressionner par qui que ce soit. Cependant, son admiration pour un homme tel que Monatte était totale, et tout ce qui venait de ce « chef » sans galon était pour lui parole d'évangile.

Travaillant à l'Association ouvrière en instruments de précision, il y occupa d'importantes fonctions, mais toutes les fois qu'il fut en désaccord sur un point quelconque, il n'hésita jamais à tout lâcher pour reprendre ses outils de compagnon mécanicien.

Au cours de sa vie passionnée il visita l'U.R.S.S. et les U.S.A. et en revint bien différent de beaucoup de voyageurs qui souvent nous firent penser, à leur retour, à des ânes chargés de reliques.

Son point de vue était toujours celui du gavroche de la rue de la Gaîté, toujours aussi juste que désintéressé. Bien avant les gens qui, aujourd'hui seulement, se placent dans le courant, il méprisait le culte de la personnalité. En lui rendant hommage, nous disons pour lui (sans offusquer qui que ce soit) qu'il n'est bon bec que de Paris.

Pauvre Séverin, hélas ! nous n'entendrons plus jamais ton verbe faubourien, mais nous nous souviendrons de ton désinvolte refus de parvenir. — *A. L.*

Notes d'Economie et de Politique

QUID DE LA KABYLIE ? QUID DE TINDOUF ?

La révolte de la Kabylie n'a pas surpris, je pense, les lecteurs de la R.P.

Au lendemain même des accords d'Evian nous insistions sur le fait que deux traditions politiques diamétralement opposées allaient avoir à s'affronter au cours de la révolution algérienne: la tradition arabe selon laquelle la tribu obéit à un chef unique jouissant d'un pouvoir absolu, chef dont le caïd est le type, et la tradition berbère selon laquelle il n'est de pouvoir que collectif, celui d'une assemblée composée des plus sages : la djemaa — fonctionnant sous le contrôle de tous.

Etant donné que l'Arabe Ben Bella commençait déjà à s'agiter, qu'il mettait en question ce principe de la direction collective que les Kabyles avaient pu imposer pour la conduite de la guerre du fait de la part prééminente qu'ils y prenaient, je disais : « Certains issus des mêmes plaines oranaises que celles d'où sortit Abd-el Khader, peuvent décider d'enlever à la direction de la Révolution algérienne le caractère collectif que la tradition de la djemaa lui a jusqu'ici imposé et qui lui a assuré la victoire. » (R.P. d'avril 62.)

Trois mois plus tard, alors que la rupture entre Ben Bella et le gouvernement provisoire, c'est-à-dire entre la tradition du khalifat et celle de la djemaa, venait d'être consommée, je revenais longuement sur le même sujet et affirmais que le conflit consistait « essentiellement en un conflit entre deux conceptions différentes de la nature du pouvoir né de différences ethniques ». (R.P. de juillet 62.)

Ainsi donc, la présente révolte de Aït Ahmed et de Mohand ou el Hadj, centrés en Grande Kabylie, n'a fait que confirmer ces pronostics, et ce n'est pas la trêve consentie en raison des événements de la frontière marocaine qui peut suffire à combler le fossé entre la djemaa et le caïd.

Un conflit de cette gravité, dû à des différences si profondes, et dans lequel les deux adversaires sont presque d'égale force, car si les Arabes sont, en Algérie, deux fois plus nombreux que les Berbères, ceux-ci l'emportent pour l'instruction, le savoir-faire technique, et la valeur militaire — un conflit de cette importance, dis-je, n'est point facile à résoudre ; il se peut que l'affaire de la frontière marocaine permette de lui apporter une solution, mais il se peut aussi qu'il connaisse encore de nombreuses péripéties avant que ne puisse être établi un compromis, un *modus vivendi,* qui permette aux deux fractions du peuple algérien de constituer un Etat commun fonctionnant sous une direction commune.

En attendant, deux points sont à noter.

Le premier est que les Kabyles ne sont pas isolés. Le parti de la « Révolution socialiste » qui groupe tous les opposants à un régime dictatorial, ne comprend pas que des Berbères. La raison en est que les Berbères, et plus particulièrement les Kabyles, ont fortement imprégné de leur personnalité de larges portions de la partie du territoire algérien où l'on parle arabe. Car les Kabyles sont des émigrants nés. Ce ne sont pas leurs pauvres montagnes qui peuvent les nourrir. Il faut donc qu'ils aillent gagner leur pitance ailleurs, et les premiers lieux qu'ils rencontrent pour ce faire sont ceux qui se trouvent à leurs pieds : les plaines et les villes d'Algérie.

Nombre d'ouvriers agricoles et à peu près tous les travailleurs saisonniers de la plaine de la Mitidja, étaient, durant l'occupation française, des Kabyles. De même, dans la ville d'Alger, presque tous les commerçants musulmans sont des Berbères du désert, les Mozabites, cependant que les trois quarts de la population ouvrière est Kabyle. En fait, Alger n'est pas une ville arabe, mais berbère.

C'est l'une des raisons qui explique que la willaya 4 (willaya de la région d'Alger) fit cause commune avec la willaya 3 (willaya de la Kabylie) lorsqu'elles tentèrent toutes deux de s'opposer à la marche de Ben Bella sur Alger, au lendemain de l'indépendance.

En outre, tout le Constantinois, coincé entre la Kabylie berbère et l'Aurès également berbère, a subi nécessairement, par une sorte d'osmose, la contagion du berbérisme. Ce n'est pas par hasard que des quatre hommes que Ben Bella mit en « résidence surveillée » en juin dernier, l'un d'eux, le colonel El Arab, est l'ancien commandant de la willaya de Constantine, et qu'un autre, Boudiaf, est originaire du couloir entre Kabylie et Aurès (1).

Si bien que finalement, ce n'est que sur la région dont il est originaire, sur la province d'Oran, que Ben Bella peut entièrement compter, car c'est la seule qui n'ait point été contaminée par le virus de la djemaa, autrement dit : le virus républicain.

Jusqu'ici, Ben Bella s'est assuré la victoire grâce à l'appui de l'« armée des frontières », mais il est un homme trop intelligent et sans doute aussi trop sensible, pour ne pas se rendre compte que si cet appui a été décisif pour lui permettre de s'emparer du pouvoir, il n'est pas suffisant pour lui permettre de le conserver. L'Algérie n'est pas un Etat d'Amérique latine. On ne peut y instituer un régime qui ne s'appuierait que sur des baïonnettes. Pour durer, un régime, en Algérie, a besoin de l'appui du peuple, de la plus grande partie du peuple.

C'est pourquoi toute la politique de Ben Bella depuis un an a consisté à s'assurer cet appui.

Un de nos correspondants d'Algérie écrivait il y a déjà près d'un an (voir R.P. de janvier 63) : « Ben Bella recule sur tous les points où il est critiqué. Il ne tente jamais de convaincre. Il s'acclimate ! » Et, un peu plus tard, ce même correspondant disait : « Jamais Ben Bella ne se laissera déborder sur sa gauche. » Or, sa « gauche », c'est précisément son opposition, l'opposition de la Kabylie et du Front des Forces socialistes.

C'est pour ne point se laisser déborder par elle qu'il expropria Borgeaud et consorts, et

---

(1) J'ignore d'où sont les deux autres emprisonnés : l'ancien porte-parole de la willaya 4, Allouache et l'ancien responsable de l'organisation du F.L.N. en France, Ben Younès.

c'est au lendemain même de la révolte kabyle qu'il annonça en plein Forum, en même temps que la révolte, l'expropriation de tous les colons français !

Ainsi donc, l'opposition était en prison, ou réduite à la clandestinité, ou en révolte ouverte, et c'était pourtant elle qui, en fait, gouvernait, puisque c'est sous sa pression et pour tenter de la désarmer, que les mesures gouvernementales essentielles, les mesures révolutionnaires ont été prises.

Mieux que toute autre chose, cela mesure le véritable rapport des forces.

A côté de ce conflit fondamental, celui qui met aux prises Algérie et Maroc sur les bordures de la frontière saharienne, n'a qu'une importance minime. Il relève tout juste de ces conneries habituelles aux Etats, et particulièrement aux jeunes Etats, qui consistent à vouloir à tout prix agrandir leur territoire. Simple folie des grandeurs !

Mais voyons de plus près de quoi il s'agit !

D'abord, faisons justice de cette idée qu'il existe au Sahara une frontière entre le Maroc et l'Algérie. Il n'y en a point. Cela pour une bonne raison, c'est qu'il n'y a pas un Sahara algérien et un Sahara marocain, mais tout simplment un Sahara saharien.

Que la France ait jugé commode pour éviter des conflits entre ses fonctionnaires, de tracer à travers le Sahara une ligne idéale en deçà de laquelle c'était le commandant des Territoires du Sud d'Algérie qui avait l'administration du désert, tandis qu'au delà, c'était l'officier des Affaires indigènes du Maroc, cela ne saurait être suffisant pour faire de cette démarcation administrative une frontière. Le Saharien d'en deça n'est pas plus algérien que n'est marocain le Saharien d'au delà ; tous deux sont simplement des nomades d'un même désert, c'est tout.

Mais... il y a Tindouf ! Tindouf (en bordure de la Mauritanie) où existe un gisement de fer.

Que vaut ce gisement de fer ? Je ne sais. Il contient un gros tonnage de minerais ; tout le monde, je crois, est d'accord là-dessus. Mais quelle est la teneur de ce minerai ? J'avais cru jusqu'ici, d'après les on-dit, que cette teneur était élevée ; or, le *Canard enchaîné*, généralement bien informé, affirme qu'elle n'est pas supérieure à celle des minettes de Lorraine. S'il en est ainsi, on peut considérer que la valeur du gisement est pratiquement nulle. Dans cinquante ans peut-être, s'il n'y a plus de gisements riches, un tel gisement aura peut-être de la valeur, mais, pour l'instant, il n'en a aucune, car, plus ça va, et plus la tendance de la sidérurgie est de traiter des minerais riches, même si le coût de leur transport est élevé.

En tout cas, même si le minerai de Tindouf contenait 60 % de fer, ce serait folie que de se battre pour lui ! Il faut laisser ce genre de folies aux Occidentaux, ces « chasseurs de richesses ».

Sans compter que se battre pour des richesses est souvent le plus sûr moyen de s'appauvrir. Dans l'Antiquité, il y avait deux villes d'Eubée, Chalcis et Erétrie, qui comptaient, au VIIe siècle avant notre ère, parmi les villes les plus importantes et les plus prospères de la Grèce. Mais, hélas ! au VIe siècle, elles se mirent à se disputer un champ, très fertile il est vrai, situé sur leur « frontière », et pour lui elles se firent la guerre. Guerre qui dura plus d'un siècle ! Une guerre d'un siècle pour quelques arpents de terre !

Le résultat fut qu'au bout de ces cent ans de guerre, les deux villes, aussi bien Chalcis qu'Erétrie, étaient ruinées. Elles étaient devenues des cités de tout dernier ordre, et devaient le rester jusqu'à la fin.

Puissent Algériens et Marocains tirer la leçon de ce vieil exemple ! Et conserver leurs forces pour de meilleures causes !

LE « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS », LA « REVOLUTION PERMANENTE » ET LA « COEXISTENCE PACIFIQUE »

Il est assez curieux de constater que souvent les mêmes idées s'affrontent sous de nouveaux vocables, à intervalles plus ou moins éloignés.

Après la mort de Lénine, au cours des luttes qui s'instituèrent au sein du Bureau politique du parti communiste russe pour le contrôle du parti, la grande question doctrinale à propos de laquelle se heurtèrent les deux tendances, celles de Trotsky et celle de ses adversaires, fut celle du « socialisme dans un seul pays » et de la « révolution permanente ».

Les partisans du « socialisme dans un seul pays » pensaient : nous détenons maintenant le pouvoir en Russie et nous devons donc, en conséquence, nous en servir pour y construire le socialisme ; aussi, tout doit être subordonné à ce seul objectif : la construction du socialisme *en Russie ;* ce qui revenait à dire : tout doit être subordonné, et particulièrement notre politique extérieure, aux intérêts de l'Etat russe. Tout, c'est-à-dire, notamment, les activités de l'Internationale communiste. Les partis communistes étrangers, ceux de France, d'Allemagne, d'Italie, etc., ne doivent pas avoir pour but de faire la révolution dans leur pays, mais uniquement de pratiquer la politique qui sera, au moment considéré, la plus utile aux intérêts de la Russie, ce qui exige une subordination totale des partis communistes étrangers à Moscou et l'interdiction pour eux d'entamer toute action révolutionnaire qui n'aurait pas l'autorisation préalable du Kremlin.

En un mot, la théorie du « socialisme dans un seul pays » était celle qui attribuait à la classe ouvrière du monde entier une seule tâche : aider Moscou.

A l'opposé se situait la doctrine de la révolution permanente. Pour ses partisans, il s'agissait bien, certes, de construire le socialisme en Russie, et de se faire aider, pour cela, dans toute la mesure du possible, par le prolétariat des autres pays, mais à côté de cette tâche, relativement mineure, les prolétariats étrangers devaient en assumer une autre, et celle-ci était fondamentale : faire la révolution chez eux.

Les rôles respectifs du parti communiste russe et des partis communistes étrangers se trouvaient par là inversés : c'étaient les communistes russes qui devaient aider le prolétariat des autres pays, et non le prolétariat des autres pays qui devait aider les Russes. Dans la lutte commune, ce n'était plus l'intérêt de la Russie qui devait prévaloir, mais celui de la révolution partout ailleurs.

De ces deux thèses, l'on sait que ce fut celle de Staline qui triompha.

D'où la politique russe depuis lors : se servir de la classe ouvrière des pays étrangers, et notamment des partis communistes, pour embêter le plus possible leurs gouvernements respectifs afin que ceux-ci n'aient point les mains suffisamment libres pour chercher noise à la Russie. mais jamais ne permettre à un

prolétariat étranger de s'engager dans la voie révolutionnaire.

C'est pourquoi chaque fois que dans un pays se produisait une action révolutionnaire, qu'il n'avait pu empêcher, le Kremlin ne lui fournissait que l'aide strictement nécessaire pour pouvoir y prendre pied et... l'étouffer. Ce fut ce qui se passa en Espagne durant les années 36.

Et ce qui se produisit également en Chine, avant la prise du pouvoir par le Kuo-Min-Tang, et même après les massacres de Shanghaï.

Cependant, ici, en Chine, du fait de Mao, Staline ne put finalement parvenir à ses fins. Car Mao, lui ne voulait pas seulement aider la Russie à construire le socialisme, il voulait aussi le construire en Chine, et non pas en l'an 2.000, mais tout de suite !

C'est pourquoi ce fut, contrairement aux ordres formels de Moscou et de l'Internationale communiste, que Mao, après le massacre de Shanghaï, forma sa troupe de paysans révoltés et l'établit solidement dans une forteresse montagneuse du Sud-Est de la Chine, d'où il repoussa, des années durant, toutes les attaques du Kuo-Min-Tang, jusqu'au jour où Staline dut bien finir par reconnaître qu'il y avait là une force qu'il ne lui était pas plus possible de briser que cela n'avait été possible à Chang-Kei-Chek, et qu'il se décida en conséquence à offrir à Mao de l'aider... à la condition qu'il rapproche ses troupes de la Russie !

Se rapprocher de la Russie, cela signifiait qu'on allait avoir à traverser diagonalement toute la Chine, voyage vraiment fantastique au cours duquel le rusé Géorgien espérait bien, sans doute, que ces rebelles qui avaient eu l'audace de vouloir faire la révolution chez eux, au lieu de seulement aider la Russie, seraient anéantis.

Mais, comme l'on sait, après une marche extraordinaire d'une année à travers des montagnes qui comptent parmi les plus difficiles du monde, Mao et ses soldats parvinrent aux frontières de la Mongolie, donc le plus près de la Russie qu'il était possible. Staline, alors, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, dut bien se résoudre à aider quelque peu l'armée révolutionnaire chinoise.

Eh bien ! c'est cette opposition des deux mêmes points de vue, celui des maîtres du Kremlin, celui du « socialisme dans un seul pays » : tout et tous pour la Russie — et celui du Mao des années 30, celui de la « révolution permanente » qui met encore aux prises aujourd'hui Moscou et Pékin.

Seulement les mots ont changé : au lieu de socialiste dans un seul pays, on dit : « coexistence pacifique ». Pour Khrouchtchev comme pour Staline, l'intérêt de la Russie prime tout. Il faut présentement que la Russie devienne aussi « prospère », aussi « riche » que l'Amérique. En conséquence, les prolétaires de tous les pays ne doivent avoir qu'un seul objectif : aider la Russie à atteindre ce but.

Par contre, pour les Chinois, ces vétérans de la Révolution, leur propre révolution a beau avoir été faite, leur idée maîtresse n'a pas changé : il faut faire la révolution, le plus tôt possible, dans tous les pays, sans attendre que la Russie ait construit chez elle le socialisme ou... soit devenue l'égale de l'Amérique. Pour eux, la tâche des Etats comme la Russie et la Chine où le communisme est au pouvoir, n'est pas tant de se faire aider par les prolétaires des pays capitalistes que d'aider ceux-ci à faire leur propore révolution. Les aider dans leur lutte « permanente » pour la révolution.

Ainsi, ô ironie de l'histoire ! les Chinois qui, si je me souviens bien, n'ont pas ménagé Trotsky lorsqu'il s'agissait pour eux de faire leur cour à Staline, se trouvent être maintenant les plus authentiques représentants de la « révolution permanente » de Marx... et de Trotsky !

UNE IDIOTIE DE « L'EXPRESS »

Dans l'*Express* du 24 octobre, on pouvait lire, sous la signature de Georges Suffert, ce qui suit :

« Le gouvernement se borne à constater que, quel que soit le bien-fondé des revendications syndicales, s'il accorde à près de deux millions de travailleurs une revalorisation de leurs salaires, c'en est fait de la stabilisation. *Ce qui est vérité* (1). »

« Ce qui est vérité » ! Toujours donc la même idiotie : c'est la hausse des salaires qui fait monter les prix !

Mais, nom de Dieu ! réfléchissez donc seulement un instant — si tout au moins vous en êtes capable !

Prenons, par exemple, le cas de deux catégories de salariés qui actuellement revendiquent, et qui exercent des fonctions sensiblement différentes, les uns étant des producteurs, et les autres non : celle des cheminots et celle des fonctionnaires.

Voyons d'abord les fonctionnaires. On élève leurs salaires. Bien ! Où prend-on l'argent pour leur payer ce supplément de salaires ? Si on le prend sur d'autres dépenses de l'Etat qu'on a réduites d'autant, par exemple sur les dépenses relatives à la force de frappe, voulez-vous m'expliquer comment cette augmentation du salaire des fonctionnaires va faire monter les prix ? Rien d'autre n'aura bougé, pas même les impôts. Simplement une part de ces derniers aura changé de destination : elle aura été virée aux comptes des différents fonctionnaires, au lieu de l'être au compte de M. Dassault par exemple. Et pourquoi, diable, cela ferait-il monter les prix ?

En ce qui concerne la paie des cheminots, c'est la même chose. L'augmentation de cette paie augmentera, bien sûr, le déficit de la S.N.C.F. Et il faudra combler ce déficit supplémentaire.

Or, envisageons successivement deux moyens différents de le combler.

Le premier consiste à faire comme pour les fonctionnaires : réduire les dépenses relatives à la force de frappe et mettre l'argent ainsi économisé à la disposition de la S.N.C.F. pour payer les augmentations de salaires. Tout comme pour les fonctionnaires, cela n'aura aucune action sur les prix.

Mais allons plus loin ! Admettons que le gouvernement ne veuille rien distraire de son budget pour la S.N.C.F. Celle-ci n'a guère alors que la ressource d'augmenter ses tarifs, tarifs voyageurs ou tarifs marchandises, peu importe !

Dans ce cas, le prix des transports aura certes, été augmenté, mais les usagers du chemin de fer ne disposeront plus, pour faire d'autres achats, de l'argent supplémentaire qu'ils auront dû ainsi dépenser pour leurs transports ; la demande d'autres marchandises ou d'autres services se trouvera donc diminuée, ce qui tendra à en faire baisser le prix. Il y aura donc bien eu l'augmentation du prix d'une certaine chose, le transport, mais les autres prix auront baissé dans une mesure correspondante, ce qui fait que la moyenne des prix, elle, n'aura pas bougé.

Voilà pourquoi il est vraiment insensé de

prétendre que si « on accorde à près de deux millions de travailleurs une revalorisation de leurs salaires, c'en est fait de la stabilisation des prix ». *Tout dépend de la manière dont on pourvoira à cette augmentation des salaires ;* si on y pourvoit par une émission de nouveaux billets, si l'Etat demande à la Banque de France de lui avancer, ouvertement ou sous camouflage, les billets nécessaires pour payer l'augmentation des salaires des fonctionnaires ou des cheminots, alors, certes, oui, il y aura une augmentation générale des prix, car lorsque le nombre des billets augmente sans qu'il y ait une augmentation correspondante de la quantité des marchandises mises en vente, il faut, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, donner plus de billets pour une même marchandise : les prix montent donc.

Mais cela n'a rien à faire avec l'augmentation des salaires elle-même ; cela est dû uniquement à la manière dont on a « financé », comme l'on dit, le paiement de cette augmentation.

Si j'insiste encore aujourd'hui sur une chose aussi évidente et dont j'ai si souvent parlé, c'est que le fait que ce soit l'*Express* qui endosse une thèse aussi réactionnaire est très caractéristique.

L'*Express* est un organe de « gauche » ; c'est un journal qui a eu sur beaucoup de questions, notamment sur l'Algérie et sur le gaullisme, une attitude fort nette et souvent très courageuse, mais c'est un organe *bourgeois*. Dès lors, quand il s'agit d'une chose comme l'augmentation des salaires, qui touche aux intérêts généraux de la bourgeoisie, à ses intérêts « de classe », l'*Express* ne peut faire autrement que de rejoindre le front commun de la bourgeoisie en faisant sienne la thèse gouvernementale, fût-ce au prix de la pire connerie.

C'est pourtant l'*Express* qui, si mes souvenirs sont exacts, avait signalé, il y a quelques mois, la déclaration par laquelle Rueff, répondant à Debré, affirmait sans ambages que la hausse des prix ne provenait point de celle des salaires. Or, M. Rueff est un bourgeois tout ce qu'il y a de plus authentique (bien qu'il porte le même nom — peut-être est-il son parent — d'un anarchiste non moins authentique) ; de plus, c'est un économiste tout ce qu'il y a de plus officiel, et cependant l'*Express* a oublié ou feint d'oublier ce qu'il a dit ; ce qui n'a rien d'étonnant car lorsqu'il arrive — fait rarissime — qu'un bourgeois, se hasarde à énoncer une vérité qui est contraire aux intérêts de la bourgeoisie, il faut se hâter d'étendre un black-out complet sur une aussi grossière incartade.

Pour l'*Express,* tout comme pour le *Figaro* ou toute autre feuille bien pensante, M. Rueff ne redeviendra un « grand économiste » qu'on citera à nouveau avec respect, que le jour où il aura pris soin de faire oublier son escapade vers la vérité par un monceau de contre-vérités et de mensonges utiles à la bourgeoisie.

R. LOUZON.

P.S. — Mais oui, mon cher Guilloré (2), « Vive la Convention ! Et son Comité de Salut public ! », « Vive Robespierre ! », « Vive Nasser ! » (je crois avoir déjà écrit quelque chose comme cela au temps de l'expédition de Suez), et aussi « Vive Castro ! ».

Mais pas « Vive Staline ! », pas plus que « Vive Bonaparte ! », car Staline, comme Bonaparte, ce n'est plus la Révolution, mais la contre-révolution. S'il faut chercher en Russie quelqu'un de comparable à Robespierre ou à Castro, ce n'est pas Staline qu'il faut prendre, mais Lénine. Et alors, oui ! — ne penses-tu pas ? — « Vive Lénine ! », bien qu'il fait eu lui aussi largement sa part de meurtres et de crimes. Car les meurtres et les crimes ayant toujours été l'accompagnement obligatoire de toute révolution, en prendre prétexte pour attaquer une révolution, c'est se désolidariser simplement de toute révolution.

Je crois, pour ma part, que « toute action, tout pas en avant vaut mieux qu'une dizaine de programmes » ; je crois également que toute action, tout pas en avant s'accompagne nécessairement d'une écume nauséabonde, et qu'il faut accepter celle-ci si l'on veut le reste. Toutes les fautes, tous les excès, tous les crimes d'une révolution valent mieux que le programme d'une révolution idéale, pure et sans tache, qui aurait tous les mérites... sauf celui d'exister.

Ce qui ne veut pas dire, certes, qu'il ne faut pas lutter contre tout ce qui dépare une révolution, mais cela ne peut être fait qu'au sein même de la révolution, ou, indirectement en combattant les forces adverses qui, par le fait même qu'elles tentent d'étrangler la révolution, la rendent d'autant plus sanglante ; et non en faisant chorus avec ceux qui ne dénoncent les crimes des révolutionnaires que parce que la révolution menace de mettre fin à leurs privilèges. Quiconque s'embauche dans les officines de propagande du Département d'Etat pour combattre telle ou telle révolution sous n'importe quel prétexte, et quelles que soient les opinions qu'il affiche, n'est qu'un agent de la réaction.

Autre chose : ce que j'aimerais bien savoir c'est ce que tu penses de la part de responsabilité qu'a dans les « crimes » de la révolution cubaine, l'agression continue exercée contre elle par les Etats-Unis sous la forme de blocus, d'armement des émigrés, etc.

A moins que tu n'estimes peut-être, toi aussi, que lorsque Kennedy prend à l'égard de Cuba exactement la même mesure que celle prise par Napoléon à l'encontre de l'Angleterre pour établir le « blocus continental », à savoir l'interdiction des ports américains à tout navire ayant touché Cuba, comme Napoléon avait interdit l'accès de tout port sous contrôle français aux navires ayant touché la Grande-Bretagne — ce n'est pas du blocus !

Autre chose encore, mais d'un tout autre ordre.

Il est bien entendu qu'un patron qui met son affaire en société, reste majoritaire dans cette société et en devient directeur, n'est pas un vrai salarié. Et qu'il faut tenir compte de ces faux salariés chaque fois que leur existence peut influer sur ce qu'on veut démontrer. Si, par exemple, on prétend établir le « salaire moyen » des salariés français, les salaires de ces faux salariés interviennent dans l'établissement de ce salaire moyen, et, par conséquent il faut les déduire si l'on veut avoir le salaire moyen des vrais salariés.

Par contre, si l'on veut savoir si le nombre des vrais salariés augmente ou diminue, et que l'on apprend, par exemple, que le nombre des emplois salariés en France s'est accru en un an de 600.000, pas besoin, vraiment, de se préoccuper des faux salariés, car pour que l'existence de ceux-ci fasse que le nombre des vrais salariés n'ait pas augmenté, il faudrait que plus de 600.000 (!) patrons aient mis leur affaire en société dans l'année et en soient devenus directeurs — chiffre qui est évidemment hors de question ! — *R. L.*

(2) Voir la chronique de l'Union des Syndicalistes dans la R.P. d'octobre, *in fine.*

Pour un nouveau manifeste socialiste

(Suite et fin)

L'ECONOMIE D'ETAT PERIODE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME

L'apparition dans tous les pays d'une Economie d'Etat, c'est-à-dire d'une économie nationale organisée, planifiée et dirigée par l'Etat en vue de développer la puissance nationale, marque la fin du rôle historique du capitalisme. Sans doute le mode capitaliste de production et d'échanges subsiste-t-il encore dans de nombreux pays, mais il n'a plus l'initiative de l'activité économique. Celle-ci appartient désormais à l'Etat. Or partout nous constatons que l'Economie d'Etat se développe comme une réaction de la société contre la carence ou l'insuffisance du mode de production capitaliste à faire face aux besoins de la nation. Elle n'est donc pas un accident, mais une nécessité historique. Dès lors une question se pose : quel est le sens historique de cette Economie d'Etat ?

Les caractéristiques que présente l'Economie d'Etat, et que nous avons énumérées plus haut, montrent qu'elle est fondamentalement différente du capitalisme dont elle n'est pas une forme évoluée, mais un dépassement. La question est donc de savoir où conduit ce dépassement. Pour cela, il faut revoir une à une les caractéristiques de l'Economie d'Etat.

La première caractéristique que nous avons notée est que le moteur de la production n'est plus le profit, mais le développement économique de la nation. Cela signifie que l'Economie d'Etat n'est pas basée sur la recherche du profit, mais sur la réalisation d'un but de caractère collectif : la grandeur de la nation. Nous sommes donc là en présence d'une économie basée sur le besoin, sur la satisfaction des besoins de la nation en tant que puissance souveraine.

La deuxième et la troisième caractéristiques sont que la direction et l'initiative de l'activité économique n'appartiennent plus aux capitalistes, mais à l'Etat qui organise et planifie cette activité en fonction des intérêts de la nation. L'Economie d'Etat est donc une économie organisée et planifiée basée sur l'initiative publique.

La quatrième caractéristique est que la base de l'économie n'est plus la propriété privée, mais la propriété publique. L'Economie d'Etat est donc basée sur la collectivisation des moyens de travail.

Enfin, dans l'Economie d'Etat, les rapports sociaux sont réglés par la législation et les classes sociales sont fondues dans une seule : la classe des salariés.

Un examen attentif de ces caractéristiques montre que l'Economie d'Etat réalise les conditions nécessaires pour le passage au socialisme. En effet, le socialisme est une société dans laquelle il n'y a pas de propriété privée des moyens de travail, où le mobile de l'activité économique est la satisfaction des besoins des hommes, où l'activité économique est organisée et planifiée par la société elle-même dans l'intérêt de ces besoins, où les classes ont totalement disparu et où la distribution du revenu créé a remplacé le marché.

Le « Manifeste Communiste » avait tracé comme perspective que les travailleurs au pouvoir devaient faire passer progressivement tous les moyens de travail entre les mains de l'Etat et développer la production en vue de satisfaire tous les besoins. Or c'est précisément ce que réalise l'Economie d'Etat. Sans doute cette réalisation se fait-elle avant même que la classe ouvrière ait complètement conquis le pouvoir. Cela ne fait que confirmer la thèse marxiste selon laquelle le socialisme n'est pas une conception de l'esprit mais une nécessité historique. Et c'est précisément cette nécessité historique qui fait que le capitalisme est progressivement remplacé par une économie nationale dominée par l'Etat.

Certes, l'Economie d'Etat n'est pas la solution du problème social, elle n'est pas le socialisme ; mais elle en apporte le moyen, elle indique la voie qui mène à la solution, elle est, selon une expression de Lénine : l'antichambre du socialisme. Elle est la période de transition entre le capitalisme et le socialisme, période qui est rendue nécessaire par le développemnt inégal des forces productives selon les pays et selon les branches d'activité.

Le sens historique de l'Economie d'Etat est donc celui d'une période de transition, qui, comme toute période de transition, se caractérise par la suprématie de l'Etat sur la société.

DANGERS ET LIMITES HISTORIQUES DE L'ECONOMIE D'ETAT

Le fait que l'Economie d'Etat soit une période de transition entre le capitalisme et le socialisme ne signifie pas qu'elle évoluera automatiquement vers le socialisme, ni qu'elle soit sans danger. Malgré son caractère progressif, elle porte en elle des dangers et a une limite historique au delà de laquelle elle devient réactionnaire et risque de précipiter la société tout entière dans le chaos et la guerre.

Nous avons vu que la contradiction fondamentale du régime capitaliste, c'est la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété des moyens de travail. L'Economie d'Etat, en faisant des moyens de travail une propriété publique et en les utilisant en fonction des besoins de la nation, supprime cette contradiction. C'est là son aspect progressif. Mais elle ne supprime cette contradiction qu'à l'intérieur du cadre national, elle ne la supprime pas à l'échelle internationale. Au contraire, elle l'a transporte à cette échelle, lui donnant ainsi un caractère plus gigantesque et, par conséquent, plus grave ; la raison en est que si, avec l'Economie d'Etat, les moyens de travail cessent d'être propriété privée, ils ne revêtent pas pour autant un caractère social au sens humain du mot. En effet, les moyens de travail nationalisés ne sont pas au service de l'humanité, mais de la nation. Ils ne sont plus propriété privée, mais ils restent propriété nationale. De ce fait, la production est organisée non en fonction des besoins de l'humanité mais des besoins de la nation en tant que puissance souveraine (1). Ainsi la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété des moyens de travail, qui disparaît à l'intérieur des nations avec l'Economie d'Etat, devient une contradiction entre le caractère uni-

---

(1) On peut vérifier concrètement ce phénomène dans des deux faits suivants : les Etats-Unis en sont à discuter de la limitation de la production agricole, alors que des millions de gens meurent de faim de par le monde ; la production d'armes atomiques et la conquête de la Lune ont la priorité sur la lutte contre la faim dans le monde, et cela pour des raisons stratégiques.

versel de la production et la propriété nationale des moyens de travail. Cette contradiction a comme conséquence d'opposer les nations les unes aux autres et de pousser chacune d'elles à rechercher la puissance économique, base de la puissance politique et militaire. Il en résulte que les moyens de travail, devenus propriété nationale, au lieu d'être utilisés pour satisfaire les besoins de l'humanité et assurer le bien-être des hommes, sont utilisés pour développer la puissance de la nation. Cela entraîne une double conséquence : l'exploitation des travailleurs par l'Etat au profit de la puissance nationale à l'intérieur de chaque nation et la guerre froide ou chaude entre les nations.

A l'intérieur de chaque nation, les travailleurs libérés de la servitude capitaliste, se trouvent placés sous la servitude de l'Etat. Au lieu d'être au service de l'accumulation du capital, ils sont au service de la puissance nationale. Il est caractéristique que dans tous les pays on cherche à porter au maximum le taux d'accumulation qu'en langage officiel on appelle le taux d'investissement. Or plus le taux d'accumulation est élevé, moindre est la part consacrée au bien-être des hommes. Si on ajoute à cela les dépenses militaires qui s'accroissent sans arrêt, il en résulte une tendance à l'exploitation des travailleurs tout aussi féroce que celle du capitalisme. Par conséquent, si l'Economie d'Etat supprime la forme capitaliste de l'exploitation, elle ne supprime pas l'exploitation. Seulement celle-ci se fait au nom de l'accumulation nationale qui, dans les pays du bloc soviétique, s'appelle « priorité à l'industrie lourde » et dans les autres pays « priorité aux investissements ». Et l'ampleur de l'exploitation est déterminée par le taux d'accumulation et le niveau des dépenses militaires.

D'autre part, la mobilisation et l'exploitation du travail humain au nom de la puissance nationale détermine une tendance à la centralisation du pouvoir politique et économique entre les mains d'une bureaucratie civile et militaire, ce qui crée un danger permanent de dictature. Danger qui devient d'autant plus grand que l'Economie d'Etat prolonge son existence au-delà de ses limites historiques, ce qui sera le cas si le monde n'arrive pas à se débarrasser des frontières nationales qui le divisent.

A l'extérieur, l'Economie d'Etat crée une situation de tension permanente. En effet, enfermée dans le cadre national, ayant pour objectif la puissance nationale et exploitant les travailleurs au nom de cette puissance nationale, elle transporte sur le plan international la contradiction entre le caractère des forces productives et la forme juridique de leur utilisation. Tandis que, d'un côté, le développement des forces productives et l'accentuation de la division internationale du travail donnent à la production un caractère universel, de l'autre, la constitution des Economies d'Etat donne à la forme juridique d'utilisation des moyens de travail un caractère national. Par là, la contradiction fondamentale du régime capitaliste entre le caractère social de la production et l'appropriation privée de cette production devient une contradiction entre le caractère universel de la production et l'appropriation nationale de cette production. Cette contradiction, qui, dans la société capitaliste, s'exprimait sous la forme « d'antagonisme entre l'organisation de la production à l'intérieur de chaque fabrique et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société » (2), s'exprime dans l'Economie d'Etat sous la forme d'antagonisme entre l'organisation de la production à l'intérieur de chaque nation et l'anarchie de la production dans l'ensemble du monde. Si bien que les déséquilibres économiques, les troubles sociaux et politiques que l'antagonisme entre le caractère social de la production et l'appropriation privée de la production provoquait dans la société capitaliste nationale, se trouvent transplantés et aggravés sur le plan international. Aujourd'hui, la contradiction fondamentale créant le déséquilibre permanent de la société et l'oppression des peuples, menaçant sans cesse la paix du monde, réside dans l'opposition irréductible entre le développement des forces productives débordant le cadre national et les formes juridiques et politiques de la société enfermant ces forces productives dans les limites étroites de la nation. En d'autres termes, la contradiction entre la production devenue mondiale et les formes juridiques de la société demeurées nationales est la source de tous les malaises de la société actuelle. Cela ne veut pas dire que la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste de la propriété des instruments de travail ait complètement disparu à l'intérieur de chaque nation. Elle subsiste encore tenace, mais elle est devenue secondaire, elle n'est plus qu'une survivance d'une époque en voie de disparition. Le phénomène dominant, celui qui va grandissant et auquel tous les autres sont de plus en plus subordonnés, c'est la contradiction qui oppose le caractère mondial de la production à la forme nationale de la propriété des moyens de travail. Ce qui a comme conséquence que la politique mondiale domine les politiques nationales.

Cette contradiction a commencé à se manifester ouvertement avec la première guerre mondiale, elle s'est confirmée avec la crise de 1929-30 et est devenue évidente avec la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, elle s'exprime dans la tension internationale permanente qui, avec des hauts et des bas, ne cesse de s'aggraver en se polarisant autour des deux grands blocs dont l'antagonisme domine toute la politique mondiale.

L'Economie d'Etat comporte donc un double danger : danger de dictature et danger de guerre. Et ce double danger ira en s'aggravant si l'Economie d'Etat se maintient au delà de ses limites historiques. Quelles sont ces limites ?

Nous avons vu que le caractère progressif de l'Economie d'Etat réside dans le passage des moyens de travail entre les mains de l'Etat et dans l'organisation de la production et de la distribution. Par cet acte, l'Economie d'Etat supprime la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé des moyens de travail. L'accomplissement de cet acte marque la limite historique de l'Economie d'Etat ; une fois accompli, l'Etat en tant qu'instrument de domination politique, doit disparaître pour céder la place à un conseil d'administration des producteurs (3). L'Economie d'Etat disparaît alors et se fond dans l'économie universelle.

---

(2) Frédéric Engels : « Monsieur Dühring bouleverse la science », t. III, p. 35 (Editions Costes, Paris).

(3) « Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps son dernier acte caractéristique d'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflu dans un domaine après l'autre, et entre ensuite d'elle-même en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction d'opérations de production. L'Etat n'est pas aboli, il meurt. » (Engels : « M. Dühring bouleverse la science », t. III, éditions Costes, Paris). Cette prévision prophétique et parfaitement juste d'Engels a cependant oublié une chose : l'existence des frontières nationales qui empêche l'Etat de mourir.

Telle est la limite historique de l'Economie d'Etat ; si elle dépasse cette limite, elle cesse d'être progressive et les deux dangers signalés plus haut s'aggravent. Or un fait permet le maintien de l'Economie d'Etat au delà de ses limites historiques, un fait qui ne peut disparaître de lui-même, mais qu'il faut abolir : les frontières nationales. En effet, tant que le monde sera divisé en nations souveraines, l'Etat trouvera sa justification comme garant de cette souveraineté et par là justifiera sa domination politique sur la société. L'Economie d'Etat prolongera alors son existence au delà de ses limites historiques, et plus cette existence se prolongera plus les dangers de dictature et de guerre s'aggraveront. C'est pourquoi l'abolition des frontières nationales est la condition nécessaire pour mettre fin à l'Economie d'Etat et assurer le passage au socialisme.

Dans la société capitaliste, la propriété privée des moyens de travail constitue une limite au développement des forces productives : dès que cette limite se heurte aux intérêts de la nation, celle-ci n'hésite pas à la briser et à lui substituer la propriété nationale. Or à partir du moment où la propriété privée des moyens de travail est remplacée par la propriété d'Etat, ce sont les frontières nationales qui constituent une limite au développement des forces productives. Il faut alors les abolir pour permettre aux forces productives de s'épanouir librement et de s'adapter au caractère mondial de la production et, ainsi, d'être au service de l'humanité tout entière sans aucun esprit de domination.

Telle est la tâche qu'il faut accomplir.

D'ailleurs la poussée des forces productives contre les frontières nationales, accentuée par les progrès de la technique et la rapidité des moyens de transports, est si grande et si croissante qu'elle impose aux nations elles-mêmes une adaptation internationale, tant politique qu'économique, financière et sociale. C'est ainsi que depuis la première guerre mondiale, les institutions internationales n'ont cessé de se développer portant au grand jour la nécessité d'une organisation mondiale de la société et la suppression des frontières nationales.

Achever ce processus d'organisation internationale, telle est la mission du socialisme. La bourgeoisie a fondé la nation, les travailleurs doivent fonder la République universelle.

NAISSANCE ET EVOLUTION DU MOUVEMENT SOCIALISTE

La classe des salariés dépouillés de toute propriété sur les moyens de travail, est dépendante du capital, et cette dépendance va croissant avec le développement du capitalisme. Pour vivre, le salarié est obligé de vendre ses capacités de travail au capitaliste possesseur des moyens de travail. Tant que les moyens de travail sont de petite dimension, le salarié peut espérer se libérer un jour de sa dépendance vis-à-vis du capital en s'établissant à son compte. Cette espérance a longtemps dominé l'esprit des ouvriers les plus qualifiés et, dans certaines professions où le capital nécessaire est petit, elle le domine encore. Mais au fur et à mesure que les moyens de travail prenaient des dimensions immenses et que le capital nécessaire devenait important, les salariés perdaient tout espoir de pouvoir se libérer par cette voie de leur dépendance envers le capital. Aujourd'hui, à l'exception de certaines parties de l'agriculture, du commerce de détail et de quelques activités artisanales, les salariés n'ont plus aucune possibilité de se libérer de leur dépendance vis-à-vis du capital en devenant leur propre patron. En d'autres termes, l'accession à la propriété individuelle n'est plus un moyen de sortir de la condition de salarié.

C'est précisément sur cette constatation que le socialisme est né et a grandi. En s'organisant, les travailleurs salariés réussissaient à arracher au capital une partie des profits créés par leur travail. Mais quelle qu'ait pu être l'amélioration de leurs conditions de vie obtenue grâce à leur action, ils n'arrivaient pas à se libérer de leur dépendance envers le capital. Malgré des conditions meilleures de vie, ils restaient des salariés au service du capital. Et leur travail, en accroissant le capital, accroissait encore plus leur dépendance. Aussi, il apparut très vite au grand jour que l'injustice du salariat ne pouvait disparaître qu'avec la disparition du capital lui-même.

C'est ainsi que la lutte des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions d'existence est devenue une lutte pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste. Le mouvement socialiste moderne est issu de cette lutte.

En 1848, le « Manifeste Communiste » proclamait la nécessité de l'organisation des travailleurs en parti de classe. Aujourd'hui, cette organisation est achevée. Dans tous les pays évolués, soit sous la forme syndicale, soit sous la forme politique, soit sous les deux formes à la fois, les travailleurs sont organisés en parti de classe. Ainsi organisés, les travailleurs ne se contentent plus d'améliorer leurs conditions de vie, ils luttent pour la conquête du pouvoir politique et pour la transformation de la société capitaliste. Certes, cette lutte ne va pas sans reculs, sans hésitations, sans scissions internes. Il n'en reste pas moins que le mouvement d'ensemble, quand on le regarde du haut de l'histoire, va dans le sens annoncé par le « Manifeste Communiste ».

Au cours de leur lutte pour la conquête du pouvoir politique et la transformation de la société capitaliste, les travailleurs ont conquis leurs droits politiques : droit de grève, droit d'organisation, d'action et d'expression, droit de participer à égalité à la vie politique et à la direction de l'Etat. La démocratie, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est le résultat de la lutte des travailleurs depuis plus d'un siècle. Grâce à cette conquête de la démocratie, les conditions de la lutte des travailleurs se sont modifiées. Là où les libertés démocratiques ont été conquises, les travailleurs n'ont plus besoin d'avoir recours à la lutte insurrectionnelle. Il leur suffit d'utiliser ces libertés. Mais cette modification des conditions de la lutte n'en modifie pas le but qui reste la conquête du pouvoir politique et la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

Avec hésitation et tâtonnement, le mouvement socialiste a accompli avec plus ou moins de bonheur sa mission à l'intérieur de chaque nation en faisant passer les moyens de travail entre les mains de l'Etat, en développant la législation économique, financière et surtout sociale, en œuvrant pour l'organisation et la planification de l'économie. Mais la transformation du capitalisme en Economie d'Etat a eu pour conséquence de désorienter le mouvement socialiste sur le plan international. En effet, si à l'intérieur de chaque pays, les travailleurs se sont effectivement « érigés en classe nationale » comme le proclamait le « Manifeste Communiste » ; s'ils se sont organisés syndicalement et politiquement, s'ils ont soit conquis, soit influencé le pouvoir politique pour élargir la démocratie et transformer la société capitaliste ; par contre, sur le plan international, le mouvement socialiste n'a pas encore réussi à trouver sa voie.

Le « Manifeste Communiste » avait proclamé que la tâche des communistes était de travailler « à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays » et avait lancé cet appel devenu

célèbre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Cette orientation internationale et universelle du socialisme s'était concrétisée dans la fondation de la Première Internationale en 1864, qui a été la première tentative des travailleurs de s'organiser par dessus les frontières qui les divisent. La vie de la Première Internationale a été brève, elle n'a été que de quelques années. L'internationale s'est disloquée après la défaite de la Commune de Paris en 1871. Cependant son existence avait montré d'une manière concrète la voie que le socialisme devait suivre : organiser les travailleurs par dessus les frontières qui les divisent.

Malgré la disparition de la Première Internationale, le mouvement socialiste a continué à s'organiser à l'intérieur de chaque pays et vers la fin du siècle dernier il avait acquis une telle puissance que le besoin se fit de nouveau sentir de s'organiser internationalement. C'est ainsi qu'en 1889 a été fondée à Paris la Deuxième Internationale. Sa vie a été plus longue que celle de la Première, sa puissance et son organisation plus grandes. Mais au premier choc, la guerre de 1914-1918, elle a été incapable de remplir la tâche pour laquelle elle avait été créée : unir les travailleurs par dessus les frontières. Et les partis socialistes des pays belligérants, sauf quelques exceptions, sombrèrent dans le chauvinisme le plus absurde. De ce fait, la guerre finie, la paix a été organisée sur la base des intérêts impérialistes des grandes puissances.

Après la guerre de 1914-1918, sous l'impulsion de l'aile gauche des socialistes russes que la révolution de 1917 avait portés au pouvoir, fut fondée à Moscou en mars 1919 la Troisième Internationale. Sa raison d'être était précisément de relever le drapeau de l'internationalisme abandonné par la Deuxième Internationale, mais l'évolution rapide de la Russie nouvelle vers une Economie d'Etat transforma la Troisième Internationale en simple instrument de l'Etat russe. Cela a permis à la Deuxième Internationale de se reconstituer, et entre les deux guerres mondiales le mouvement socialiste s'est trouvé divisé. Cette division s'est répercutée sur le mouvement syndical.

C'est ainsi qu'entre les deux guerres, il y a eu deux Internationales se réclamant du socialisme. Mais ni l'une, ni l'autre n'ont été capables de remplir la mission qui aurait dû être la leur : briser les barrières nationales. Tandis que l'Internationale Communiste était devenues un simple instrument de l'Etat russe dont toute la politique internationale consistait à justifier et à défendre les intérêts nationaux de la Russie, l'Internationale socialiste a été sans autorité sur ses propres partis dont la politique se nationalisait au fur et à mesure que se développait l'Economie d'Etat. Si bien que lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, les deux Internationales ont totalement disparu de la scène politique, laissant aux Etats belligérants le monopole absolu de la politique internationale. Et lorsqu'après la guerre, il a fallu organiser la paix, le mouvement socialiste international a été absent. La paix a été alors organisée sur la base des intérêts impérialistes des grandes puissances, tout comme après la première guerre mondiale.

Après la deuxième guerre mondiale, l'Internationale communiste a été un moment reconstituée sous la forme de Komintern, puis de Kominform, et finalement définitivement dissoute. L'Internationale socialiste, après bien des hésitations, a été reconstruite, mais elle est davantage un bureau d'information qu'une Internationale. De son côté, le mouvement syndical international s'est reconstitué sur la base des deux internationales syndicales — la C.I.S.L. et la F.S.M. — dont l'action internationale se limite le plus souvent à des gestes de solidarité avec tel ou tel mouvement en fonction des intérêts de l'un ou de l'autre bloc de puissances.

Ainsi le mouvement socialiste, qui a su s'organiser et jouer son rôle sur le plan national, n'a pas encore trouvé sa voie sur le plan international. Or, nous avons vu que de nos jours le problème crucial est d'ordre international : il s'agit d'éliminer la contradiction entre le caractère universel de la production et la propriété nationale des moyens de travail ; contradiction qui s'exprime dans l'organisation et la planification de la production à l'intérieur de chaque nation, tandis que règne l'anarchie, la concurrence et la lutte sur le marché mondial. Cette contradiction, qui est à la base de l'instabilité internationale que le monde connait actuellement, est devenue si aiguë que la politique mondiale domine toute la politique nationale. Aussi, plus que jamais, se fait sentir la nécessité d'un mouvement socialiste international capable de se placer au point de vue de l'humanité.

LA TACHE DES SOCIALISTES

Le monde est arrivé à un niveau de son évolution où il doit s'unir ou périr. Les Economies d'Etat, qui se sont constituées dans tous les pays, sont comme de gigantesques entreprises industrielles dont chacune veut dominer ou annexer les autres. Et pour assurer sa domination chacune est obligée d'exploiter à outrance le travail humain afin de développer au maximum le potentiel économique de la nation qui est la base de la puissance et de la domination. Cela, nous l'avons vu, entraîne une menace permanente de dictature à l'intérieur et de guerre à l'extérieur. Pour éviter que ces menaces ne deviennent une réalité et ne plongent l'humanité dans la pire des catastrophes, il faut que les socialistes soient capables de remplir la mission pour laquelle le socialisme a été créé.

L'Economie d'Etat est une transition entre le capitalisme et le socialisme. Mais la transition ne saurait être automatique. La bureaucratie dirigeante qui se crée inévitablement dans l'Economie d'Etat a une tendance naturelle à utiliser celle-ci pour ses fins personnelles et à en prolonger ainsi l'existence au delà de ses limites historiques. La fin de l'Economie d'Etat étant la fin de la bureaucratie, celle-ci pour se maintenir et conserver ses privilèges s'opposera à la transition vers le socialisme devenant ainsi une force réactionnaire. Cela a pour conséquence d'aggraver les dangers que comporte l'Economie d'Etat ; danger de dictature et de guerre. Il est donc nécessaire que le mouvement socialiste soit capable d'agir contre cette tendance de la bureaucratie dirigeante et d'accélérer la transition vers le socialisme. Pour cela il faut que les socialistes aient conscience de ce qu'est et ce que représente historiquement l'Economie d'Etat afin d'éviter une double erreur (4). D'un côté, il ne faut pas combattre l'Economie d'Etat au nom d'un certain libéralisme économique comme le font de nombreux socialistes ; de l'autre, il ne faut pas s'identifier à elle et la considérer comme étant le socialisme, ce que font les communistes avec l'Economie d'Etat des pays du bloc soviétique et ce que font les partis nationalistes des pays d'Afrique et d'Asie.

---

(4) Il est intéressant de noter que les Yougoslaves commencent à se rendre compte que leur régime est une Economie d'Etat, c'est-à-dire une période de transition, « le bureaucratisme représente un grave danger pour le socialisme ». (Voir le Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie).

Les socialistes doivent soutenir l'Economie d'Etat contre le capitalisme, comme au siècle dernier leurs aînés ont soutenu le capitalisme contre le féodalisme. Mais ils ne doivent jamais s'identifier à elle. Ayant conscience qu'elle est une période de transition, ils doivent agir pour hâter la transition. Et leur action doit porter sur les points suivants :

1° Achever, là où elles subsistent encore, l'élimination des formes capitalistes de production et d'échange, car la survivance de ces formes capitalistes favorise la domination de la bureaucratie et l'évolution de l'Economie d'Etat vers la dictature ;

2° Soutenir ou prendre l'initiative de l'organisation et de la planification économique ;

3° S'opposer à ce que le niveau de vie de la population soit sacrifié au développement de la puissance nationale ; la production ne doit avoir qu'un seul but : le bien-être des hommes ;

4° Introduire ou développer la gestion démocratique des entreprises et de l'économie à tous les échelons ;

5° Défendre et élargir la démocratie politique dans le sens de la décentralisation du pouvoir.

Ces objectifs, les socialistes doivent les poursuivre à l'intérieur de chaque pays. Mais il est évident que cela ne suffit pas si on n'élimine pas le principal danger que comporte l'Economie d'Etat : la menace de guerre. Car le danger de guerre, conséquence de l'Economie d'Etat, en devient la justification. Or on ne peut éliminer le danger de guerre que si on supprime les frontières qui divisent les peuples et les dressent les uns contre les autres. La tâche des socialistes est donc de travailler à l'organisation et à la planification de l'économie mondiale et à la création d'une République universelle. La tension internationale qui fait peser sur l'humanité la menace permanente d'une troisième guerre mondiale et qui coûte très cher aux peuples, ne saurait être résolue en se plaçant au point de vue étroit des intérêts nationaux. La cause de cette tension étant l'antagonisme entre le caractère mondial de la production et la propriété nationale des moyens de travail, on ne peut la résoudre qu'en se plaçant au point de vue international, c'est-à-dire à l'échelle humaine.

Pour atteindre ce but, une politique socialiste internationale conséquente doit s'appuyer sur les objectifs suivants :

1° Assurer, là où elles n'existent pas encore, l'indépendance, la liberté et l'égalité de tous les peuples sans lesquelles il ne pourrait y avoir de coopération internationale juste et équitable ;

2° Assurer la libre circulation des hommes, des informations et des idées à travers le monde par la suppression de toute formalité policière au passage des frontières ;

3° Organiser les échanges internationaux et leur financement ;

4° Organiser internationalement l'aide et l'assistance technique aux pays retardataires ;

5° Promouvoir la coopération économique, sociale et culturelle entre les nations ;

6° Régler tous les litiges existant ou pouvant surgir par la négociation dans le cadre des Nations Unies ;

7° Réformer les Nations Unies dans le sens de la création d'un pouvoir universel chargé des problèmes internationaux.

Cette action positive menée sur le plan intérieur et international doit avoir comme objectif la réalisation du socialisme, c'est-à-dire une société dans laquelle il n'y aura plus de propriété ni privée ni nationale, mais des moyens de travail qui seront utilisés rationnellement pour assurer le bien-être des hommes sans distinction de race ou d'origine ; une société dans laquelle il n'y aurait plus de nations, mais l'humanité. Mais pour atteindre cet objectif, il faut créer un mouvement socialiste international dont l'esprit universel permettra de résoudre les problèmes en dehors du cadre étroit des intérêts nationaux. C'était précisément le rôle et la tâche que les socialistes s'étaient donnés en fondant au siècle dernier la Première, puis la Deuxième Internationale et que la Troisième Internationale a un instant essayé de poursuivre. Mais aujourd'hui le mouvement socialiste international est impuissant et inexistant : la Troisième Internationale a été liquidée par les dirigeants soviétiques et les partis communistes ont été nationalisés par l'U.R.S.S. qui en a fait des instruments dociles de sa politique extérieure laquelle est basée sur les intérêts de la puissance nationale russe. La Deuxième Internationale n'est qu'un simple bureau d'information et les partis socialistes qui en sont membres n'arrivent pas à se libérer des intérêts étroits de leur pays. Quant aux jeunes nations, récemment devenues indépendantes, malgré leurs prétentions socialistes, elles sont encore trop absorbées par l'idéologie nationaliste encore trop fraîche pour être en mesure de se placer à l'échelle internationale.

Dans ces conditions, le seul moyen de créer un mouvement international libéré des intérêts étroits des nations et capable de se placer à l'échelle humaine, c'est de grouper dans un même mouvement les syndicats, les mouvements coopératifs, les partis socialistes, communistes et démocratiques de tous les pays qui acceptent de se placer à l'échelle humaine. Autrement dit, il faudrait créer une Internationale dont les membres seraient des êtres humains et rien que des êtres humains, n'ayant aucun intérêt privé ni national à défendre mais seulement les intérêts de l'homme.

CONCLUSION

En précisant la position des communistes en face des travailleurs, le « Manifeste Communiste » de 1848 a affirmé que les « Communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers » et qu'ils ne se « différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales de prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à tout le prolétariat et indépendants de la nationalité ; et, d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total ».

Aujourd'hui, que le rôle historique du capitalisme est terminé et que, à sa place, se développe dans tous les pays une Economie d'Etat, les intérêts du mouvement total et les intérêts communs aux travailleurs de tous les pays s'identifient. L'intérêt du mouvement total, c'est la prise en charge par la société elle-même des moyens de travail et l'abolition de l'Etat en tant qu'instrument de domination politique. Mais l'Etat ne pouvant pas être aboli tant que le monde reste divisé en nations souveraines, car il apparaît dans ces conditions comme le gardien nécessaire de cette souveraineté, sa disparition implique la disparition des frontières et l'union de tous les peuples dans une communauté universelle. De cela il s'ensuit que mouvement total et intérêts communs à tous les travailleurs ne peuvent être réalisés que dans la République universelle.

Jamais l'appel lancé par le « Manifeste Communiste » : — Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! — n'aura eu plus de sens qu'aujourd'hui.

Pierre RIMBERT.

TERRORISME ET COMMUNISME

Nous avons publié dans notre numéro de septembre l'introduction d'Alfred Rosmer au livre de Léon Trotsky sur la fameuse thèse de *la Révolution permanente.* Notre ami continue son œuvre d'éclaircissement historique et de rénovation révolutionnaire, en présentant un ouvrage de Léon Trotsky publié par « Le Monde en 10-18 », sous le titre : *Terrorisme et communisme.* Il s'agit en fait d'une réédition. Ecrit en 1918 et 1919, publié en juin 1919 (1), le livre traduit en français, fut édité (par Hasfeld, si mes souvenirs sont exacts) ici en 1920. Nous le portions dans nos sacs lorsqu'au sein des sections socialistes, nous soutenions l'adhésion à la Troisième Internationale. Outre la réponse au livre de Karl Kautsky portant le même titre, l'ouvrage contient le rapport de Trotsky — alors commissaire du peuple à la Défense et organisateur de l'Armée Rouge — au 3e congrès panrusse des Soviets — et en appendice : une étude écrite par Trotsky de son exil de Mexico le 28 mars 1936 sur le tournant de la politique française marqué par la victoire électorale et gouvernementale du Rassemblement populaire — ainsi que la préface à la deuxième édition anglaise écrite le 10 janvier 1935.

Centré sur la querelle entre Karl Kautsky — théoricien officiel de la Social-Démocratie allemande et de la Deuxième Internationale — et les deux leaders de la Révolution d'Octobre 1917 (2), l'ouvrage pourrait prendre place dans les copieuses archives des débats doctrinaux entre marxistes authentiques. De ce point de vue, il réserverait quelque déception aux amateurs de controverses idéologiques. Que Trotsky soit un polémiste de grande classe, capable d'user contre Kautsky « d'armes que l'on révère », c'est-à-dire de citations de Marx... voilà qui ne peut nous surprendre... ni nous convaincre. Non seulement parce que nous n'éprouvons aucun délire sacré en assistant aux offices marxistes, mais aussi parce que nous sommes tout disposés, aujourd'hui, à marquer les coups des deux côtés, avec quelque satisfaction. Si Trotsky déshabille, à coups de fouets, l'éminent chef d'un marxisme contemplatif... et fataliste, dont la passivité en face de la guerre révéla la faillite de l'Internationale socialiste plus clairement encore que les aberrations du social-patriotisme — on ne doit pas oublier que le bolchevisme victorieux provoqua les critiques et même l'hostilité de Rosa Luxembourg, de celle qui mena avec Karl Liebknecht la révolte contre la guerre jusqu'à l'héroïque et tragique dénouement des journées spartakistes de janvier 1919 — et qui reste pour nous la géniale continuatrice de Marx, celle qui tira des enseignements marxistes l'interprétation la plus originale et la plus féconde.

Si les doctrinaires sortent déçus d'une telle lecture, les historiens, au contraire, y trouveront des documents singulièrement édifiants. Une fois de plus, l'Histoire explique ce que la doctrine tente vainement de justifier. A ce titre, le livre présente un ensemble cohérent à condition d'y inclure la préface de Rosmer et les appendices de Trotsky vaincu et exilé.

L'historien du « *Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale* » formule ici la conclusion implicite de son œuvre. La faillite du socialisme international ne s'explique pas par des défaillances humaines ou des insuffisances doctrinales. En fait s'impose aujourd'hui « *la signification historique de l'été 1914... c'est-à-dire la fin d'une époque, la fin d'une Europe, la fin du XIXe siècle qui certes ne manquait pas de tares, mais qui restera caractérisé par ses aspirations généreuses, ses luttes pour la liberté des hommes et des peuples* ».

L'Internationale socialiste renaissait en 1889 — alors que s'étaient estompés les déchirements de la Première Internationale et qu'étaient revenus les proscrits de la Commune — avec la prépondérance de la Social-Démocratie allemande et l'éminente magistrature de Karl Kautsky, suprême défenseur de l'orthodoxie marxiste contre l'hérésie. Et Rosmer souligne une fois de plus que Lénine s'affirmait comme le disciple respectueux de Karl Kausky et que personne ne fut plus accablé que le leader bolchevik par la défaillance du maître de l'orthodoxie marxiste. Précision à dédier à ceux qui — par ignorance ou malveillance — associent le bolchevisme russe au syndicalisme révolutionnaire français.

Il est vrai que Kautsky se tint pendant la guerre sur une position centriste, d'un pacifisme plus accentué que celui de Jean Longuet en France et moins ferme que celui de l'Independent Labour Party. Mais abrité dans ses certitudes définitives, il resta naturellement insensible aux tempêtes révolutionnaires qui se levèrent dès le grand tournant de 1917. Nous avons écrit ici même que la rupture définie par Rosmer fut en effet prévisible dès juillet 1914, consacrée en fait — sinon en droit — par la *Conférence internationale de Zimmerwald* en 1915... qui devait fatalement aboutir à la scission de l'Internationale socialiste, même si la Révolution russe d'Octobre 1917 n'était pas apparue comme l'éclatante confirmation des thèses de la gauche zimmerwaldienne, groupée autour de Lénine. Si nous avons rapproché les critiques de Kautsky contre le bolchevisme de celles de Rosa Luxembourg, c'est par élémentaire probité intellectuelle. En fait les deux attitudes demeurèrent inconciliables. L'héroïne spartakiste ne reprochait aux bolcheviks que de défigurer la Révolution qu'elle avait conçue. Le maître marxiste ne leur pardonnait pas d'avoir pris le pouvoir hors des normes qu'il avait formulées et d'avoir — même en s'en défendant — interprété plus qu'orienté à l'origine la révolte spontanée des masses ouvrières et paysannes russes contre la guerre et le tzarisme.

La valeur historique de l'ouvrage de Trotsky en est non altérée mais au contraire renforcée par le style polémique. Il s'agit d'un témoignage vivant, la plume de l'écrivain prolonge l'épée du combattant. Impossible de l'examiner avec la sérénité de l'analyste et du critique. Qu'il s'agisse du terrorisme proprement dit, de la suspension des libertés fondamentales, de l'obligation du travail, de la militarisation des syndicats... aucune des idées de Trotsky ne nous paraîtrait admissible, hors du « contexte », de la situation russe et internationale en 1918 et 1919, et des implacables nécessités révolutionnaires qu'elle imposait. Et après plus de quarante années, le recul du temps nous inspire à peine quelques réserves discrètes. Nous n'approuvions pas, nous adhérions... ce qui est tout différent. Et les sacrifices et les souffrances que cela implique ne nous paraissent pas plus insupportables en 1963 qu'en 1920. Seulement — et toujours sur le plan historique — il est deux im-

---

(1) Cependant dans le post-scriptum de la préface, Léon Trotsky fait une allusion directe à l'agression polonaise de mai 1920.

(2) Lénine répondit aussi à Karl Kautsky, dans un opuscule qui ne compte pas parmi ses meilleures productions, au retse toujours inférieures par le style et la pensée aux œuvres de Trotsky.

pressions dominantes qui gardent actuellement toute leur importance. C'est d'abord que pour Trotsky, les Soviets représentaient bien une forme d'organisation traduisant le dynamisme des masses, se substituant à la démocratie parlementaire qui ne représente que la stabilité des classes et la cristallisation des partis. C'est aussi, c'est surtout que dans toutes les pages du Grand Second d'Octobre 1917, apparaît ou transparaît l'espoir d'un soulèvement révolutionnaire des peuples occidentaux. En fin 1919, la guerre civile s'achevait à peine par la liquidation des hordes de Koltchak, de Denikine et de Youdenitch, subventionnées par l'Entente. En mai 1920, l'armée polonaise, instruite par Weygand, entrait en Ukraine. Il est bon de rappeler ici que lorsque l'Armée Rouge eut repoussé l'envahisseur et envahi la Pologne, les deux chefs de la Révolution russe se trouvèrent en désaccord. Devenu un véritable technicien militaire, Trotsky savait que l'Armée Rouge ne disposait pas de moyens matériels permettant de longues avances en profondeur et jugeait nécessaire de profiter des avantages acquis pour négocier la paix. Lénine voulait la poursuite de l'offensive jusqu'au delà de Varsovie. Ce qui aboutit à la défaite militaire. Mais pourquoi ce réaliste génial fut-il ainsi démenti — pour la première fois peut-être — par les événements ? C'est parce qu'il demeurait convaincu que la Révolution allemande était fatale. Alors le dilemme se posait pour la Pologne : pont ou barrage. « *Si c'est un pont, nous le passerons ; si c'est un barrage, nous l'abattrons.* »

Il n'est pas dans notre propos d'aujourd'hui de revenir sur un débat déjà engagé ici même. Lénine et Trotsky se sont certainement illusionnés sur les possibilités révolutionnaires en Occident. Les défaites ouvrières de 1919 et de 1920 en Allemagne et en France ne s'expliquent pas par la trahison des chefs — même si on les croit encore médiocres, lâches ou corrompus. En Allemagne comme en France, le capitalisme industriel s'était renforcé, ainsi que les institutions de l'Etat consacrées à la coercition et à la répression.

Mais ce qui est essentiel pour un historien, c'est cette foi têtue de Lénine et de Trotsky dans la Révolution européenne prolongeant la Révolution russe. On ne peut rien comprendre aux impératifs de Trotsky si l'on n'est pas convaincu de ce préalable. Il faut aussi rappeler que l'hostilité féroce de l'Entente n'était pas une invention polémique. Tout a été fait pour provoquer ou précipiter la chute du bolchevisme. C'est après le tournant de l'Internationale Communiste de 1921 que fut conclu le traité de Rapallo entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. — que les représentants soviétiques furent conviés à la conférence de Gênes en 1922.

On ne peut donc tirer de l'ouvrage de Trotsky aucune justification des dictatures actuelles, dites révolutionnaires. Ce n'est pas le système bolchevik qui a disloqué la machine économique russe. C'est l'effondrement économique et politique provoqué par la guerre civile et étrangère qui a déterminé la dictature bolcheviste. Une intervention étrangère multiple et tenace a légitimé le terrorisme communiste. On n'a pas inventé des périls extérieurs pour justifier le totalitarisme terroriste. Il suffit de lire l'ouvrage de Trotsky pour reconnaître loyalement que ni Ben Bella, ni Castro, ni Mao-Tse-Toung ne subissent des conditions comparables à celles de la Révolution russe, de 1917 à 1920. Et pour conclure par une image dont la simplicité schématique ne bafoue pas la réalité à peine plus complexe : *C'est Clemenceau qui a tissé le cordon sanitaire. C'est Staline qui a élevé le rideau de fer.* La responsabilité de la cassure entre l'U.R.S.S. et l'Occident incombe au capitalisme occidental en 1919, à l'impérialisme moscovite en 1947.

Lorsque nous accordons à ce livre le mérite de se présenter comme un ensemble cohérent, nous n'omettons pas les deux appendices rédigés par Léon Trotsky en 1935 et en 1936. Rosmer part de la faillite de l'Internationale Socialiste. Trotsky conclut par la faillite de l'Internationale Communiste. L'une et l'autre étaient-elles fatales ? C'est là le véritable débat, le plus utile, le plus édifiant.

On pourrait croire qu'un tel ouvrage inspire la lassitude et le découragement. C'est tout le contraire. Que notre interprétation personnelle du processus historique n'égare pas nos jeunes amis. Les pages de Trotsky et la préface de Rosmer n'alimentent pas les abîmes de nos états d'âme. Ils peuvent exalter des révolutionnaires authentiques à la condition que ceux-ci ne se soulagent pas par la simple prédication incendiaire, mais pèsent les redoutables servitudes de l'engagement révolutionnaire. Qui sort de la lecture de l'ouvrage avec la sincère volonté de continuer, se révèle digne de l'Eglise militante, plus qu'aspirant à l'Eglise triomphante. Epreuve et test. Que Rosmer soit loué une fois de plus pour nous fournir ainsi un nouveau critère de sélection !

Roger HAGNAUER.

A travers les LIVRES

L'IDEE DE GREVE GENERALE EN FRANCE AU XVIIIe SIECLE ET PENDANT LA REVOLUTION

(*Maurice DOMMANGET, Revue d'Histoire Economique et Sociale, année* 1963, *n°* 1, chez Marcel Rivière.)

L'idée de grève générale reste vivante parmi nous. On en a encore entendu parler au moment de la dernière grève des mineurs. Elle reste associée à tout grand mouvement social et, aujourd'hui encore, la grève générale est mise en avant comme un des moyens et sans doute le premier, pour aboutir à un changement de régime. Dans l'esprit de la plupart d'entre nous, l'idée de grève générale est relativement récente. Nous la faisons remonter au plus tôt à la fin du XIX[e] siècle, avec Fernand Pelloutier comme protagoniste. Nous lui associons aussi quelquefois le nom d'Aristide Briand qui la défendit dans un congrès ouvrier et qui — avant de faire au service de la bourgeoisie la carrière que l'on sait — fut le compagnon de jeunesse de Pelloutier.

Maurice Dommanget, que nous connaissons à la fois comme militant et comme historien minutieux et infatigable des idées sociales et socialistes, a voulu rechercher et retrouver, jusqu'à ses origines, le concept de grève générale. C'est ce qui nous vaut cette très intéressante étude.

On pourrait s'étonner que l'idée de « se croiser les bras », d'arrêter volontairement la production, ne soit pas venue plus tôt dans l'histoire à ceux qui ne disposaient que de cette arme contre les classes dominantes et exploiteuses. Certes, celles-ci avaient la contrainte d'Etat, les moyens de l'armée et de la police, mais elles ne pouvaient vivre, et d'abord manger, sans le travail des classes ouvrières. Comment ces dernières n'auraient-elles pas eu plus ou moins conscience de la force redoutable qu'elles possédaient En fait, on pourrait faire remonter l'idée de grève générale à la fameuse retraite sur le Mont Aventin par laquelle la plèbe de Rome entendit se séparer de la classe des patriciens et l'abandonner à son impuissance.

Sans aller aussi loin dans le passé, Dommanget trouve la théorie, sinon la pratique de la grève générale, chez le curé Meslier, qui vécut au début du XVIIIe siècle. Curieux personnage que cet abbé Meslier que son « Testament », écrit en 1719 et 1729, révèle comme un athée et un révolutionnaire. Il préconise l'arrêt général du travail, non contre les patrons (il ignore complètement les mouvements de grève qui ont lieu de son temps, dans ces Ardennes où il a sa cure), mais contre les princes, nobles et parasites politiques. Il écrit : « *Qu'est-ce que ce serait, par exemple, des plus grands princes et des plus grands potentats de la terre, si les peuples ne les soutenaient ?... Le suc qui nourrit toutes ces superbes nations sont les grandes richesses et les gros revenus qu'ils tirent tous les jours du pénible travail de vos mains... Mais voulez-vous faire entièrement sécher leurs racines, privez-les seulement de ce suc abondant, qu'ils tirent de vos mains, de vos peines et de vos travaux... Regardez-les comme vous regarderiez des excommuniés parmi vous, et par ce moyen vous les verrez bientôt sécher comme sécheraient des herbes et des plantes dont les racines ne suceraient plus le suc de la terre... Vous n'avez aucun besoin de toutes ces sortes de gens-là, vous vous passez facilement d'eux, mais eux ne sauraient nullement se passer de vous.* »

Ces idées, nous ne les retrouvons pas ou peu chez les hommes de la Révolution française, parce qu'ils sont les philosophes et les acteurs d'une révolution bourgeoise. Marat lui-même, bien qu'inaugurant dans ses feuilles la correspondance ouvrière, « ne saisit par la portée sociale des coalitions de salariés ». C'est chez Sylvain Maréchal, compagnon de Babeuf, qu'il faut aller chercher l'extraordinaire prédiction de la grève générale révolutionnaire. Cependant, Mirabeau, aux Etats de Provence qui précédèrent les Etats généraux de 1789, Mirabeau, dans une de ces magnifiques formules d'orateur, d'une puissance concentrée, s'écriait en s'adressant aux privilégiés : « *Prenez garde, ne dédaignez pas ce peuple qui produit tout, ce peuple qui, pour être formidable, n'aurait qu'à être immobile !* »

Comment pourrions-nous trouver une plus brève définition et une plus belle exaltation de la grève générale ? Il nous faut remercier notre ami Dommanget d'avoir une fois de plus, par son article de la Revue d'Histoire Economique et Sociale, élargi nos connaissances et nos horizons, et, par-là, renforcé notre pensée et notre action.

R. G.

***

LES GRANDES FLEURS DU DESERT

(1 vol., 7.50. L'Amitié par le Livre ; et à Louis Simon, 3, allée du Château, Pavillon-sous-Bois, Seine. C.C.P. 2198-45, Paris.)

En 1937, Han Ryner travaillait à une œuvre qu'il aurait désiré réaliser comme une sorte de réplique à son « *Cinquième Evangile* ». C'était la figure du véritable François d'Assise qui le hantait. Pendant la revision dernière du manuscrit, il mourait, en sa 77e année. Mais il avait pu dresser les statures de quelques personnages qui nous apportent tout chaud et passionné le cri de revendication contre les pouvoirs inhumains, au siècle treizième, et qui prend une résonance étrange dans l'actuel. Dans une cellule de l'Inquisition, à la veille de témoigner sur le bûcher, un de ces « franciscains spirituels » dont l'Eglise devait rageusement assassiner tant de frères clame son indignation contre les traîtres au message de son « Père » François, et s'efforce de nous restituer la véritable image du doux Poverello. Livre fait de tendresse et de charme délicat, pour tout ce qui touche à l'exquise personnalité du Pauvre d'Assise — le seul vrai chrétien, a toujours affirmé Han Ryner — mais qui veut redresser les légendes orthodoxes et déformatrices, et prouver les mensonges de ceux qui ont utilisé le Saint pour une politique oppressive. Avec subtilité, Han Ryner s'est servi des documents contemporains, et l'on sait la puissance habituelle de son exégèse, la richesse et la sûreté de son information. En pleine session de « Vatican II », voilà un livre qui pose les problèmes qui pèsent sur l'institution autoritaire de l'Eglise, sur la rigidité du dogme, en face de la Nouvelle d'Amour, et, surtout, surtout, sur la corruption du Pouvoir. Les crimes des papes des XIIe et XIIIe siècles, comme ceux des évêques et simples prêtres, l'avidité pour les richesses et l'ambition vers les places où l'on domine, et les vices de l'organisation hiérarchisée et mécanisée — tout cela sonne aujourd'hui avec plus de vigueur peut-être. Nous avons connu, depuis la mort de Han Ryner, des exemples assez éclatants du délire qui saisit automatiquement les « puissants » du jour. Quant à l'Eglise, malgré les apparences « papelardes », elle n'a point renoncé à la domination, et pas seulement celle des « âmes ». Mais la possession du « monde » importe toujours à ses chefs et à ses théoriciens. Un petit livre, aux accents doux et brûlants tour à tour, peut faire réfléchir quelques-uns, et avertir les meilleurs. La leçon n'est pas unilatérale. Elle n'est ni sectaire, ni confuse. Elle n'impose pas. Mais Han Ryner sait parler aux cœurs, comme aux consciences raisonnables.

L. S.

***

INTRODUCTION A L'HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE DE LA TUNISIE

Par Mahmoud BOUALI
(Editions En Hajah, Tunis, 1963)

Ce livre in-8° de 250 pages est le premier de trois volumes, les deux autres devant sortir dans le courant de l'année prochaine. M. Bouali est un Tunisien musulman passionné d'histoire, et surtout de l'histoire de son pays. S'il a intitulé son travail « Introduction à l'histoire... » et non « Histoire constitutionnelle de la Tunisie », c'est qu'il a simplement voulu inciter à un tel travail en apportant une accumulation de notes et de documents.

Ce premier volume, que l'auteur a fait précéder d'un bref aperçu des Constitutions françaises et américaine, couvre la période qui va de la Constitution de Carthage en l'an 450 avant J.-C. jusqu'au protectorat français. Le texte proprement dit n'est qu'un bref aperçu des tentatives constitutionnelles en Tunisie au cours de cette période, mais il est suivi de très nombreuses notes qui constituent une richesse bibliographique incontestable. Et c'est surtout par ces notes que cet ouvrage est utile. — *P.R.*

***

VOUS DITES GRANDIR

d'Albert THIERRY

Il s'agit de la plus nécessaire des résurrections. Tué en 1915, la trentaine à peine passée, Albert Thierry, professeur d'Ecole Normale, ami de Charles Péguy, est par la pensée notre compatriote et notre aîné, notre professeur à tous, un exemple. Nombreux : écrivains tels Robert Kemp, directeurs de grandes écoles, inspecteurs généraux, directeur de l'enseignement comme Charles Béart, nombreux ceux qui sont fiers de se dire ses fils spirituels. Or l'œuvre entière est épuisée, le nom dans notre époque mouvementée oublié, l'homme inconnu. **La présente édition de textes choisis (304 pages)**, due à la ferveur de quelques-uns et particulièrement de Roger Petitjean a pour but de remettre Albert Thierry à sa place près de nous, aujourd'hui comme jamais, en éclaireur. « Ce n'est pas de la littérature, dit le grand critique Robert Kemp, c'est mieux, c'est la voix d'une âme. L'accent d'Albert Thierry, sa façon de sentir et de dire étaient à lui. C'était un inspiré. » A qui vient à connaître Albert Thierry, le faire connaître devient mieux qu'un devoir, un besoin tant il nous exprime. Illustrations de Michel Frérot.

On peut souscrire pour un exemplaire ordinaire à **7 F** au lieu de 9, sur Gothic à **15 F** ou sur fil Lafuma à **30 F** chez André Lavenir, 22, place Tabareau, Lyon 4e. C.C.P. 4-34 LYON ou chez C. Belliard à Blainville. C.C.P. 6666 PARIS.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er OCTOBRE. — Congrès travailliste à Scarborough.

République proclamée au Nigéria.

Protestation française contre la réforme agraire marocaine.

Grève des hospitaliers F.O.

MERCREDI 2. — Protestation française contre la nationalisation des terres de Français d'Algérie.

Protestation d'une centaine d'intellectuels contre les sévices subis par des mineurs des Asturies (Espagne).

VENDREDI 4. — Libération de l'archevêque de Prague et de quatre autres prélats tchécoslovaques.

SAMEDI 5. — Manifestation des anciens combattants place de l'Opéra.

Accord de coopération entre l'Algérie et l'U.R.S.S.

Comité central du parti communiste français à Ivry.

DIMANCHE 6. — Meetings du Front des Forces socialiste en Kabylie.

Combats de rue meurtriers en Honduras.

Grève des dockers de Saint-Laurent (Canada).

LUNDI 7. — Agitation au Vénézuéla : 21 morts à Caracas.

MARDI 8. — Les Etats-Unis suspendent l'aide commerciale au Vietnam du Sud.

MERCREDI 9. — Démission pour raison de santé du Premier britannique : M. Macmillan.

JEUDI 10. — La haute vallée de la Piave (Italie) submergée par effondrement du barrage.

Arrêtés limitant les marges bénéficiaires dans l'alimentation.

Aggravation du conflit frontalier algéro-marocain.

Négociations pour vente de blé américain à l'U.R.S.S.

Grève des achats par les bouchers.

SAMEDI 12. — Les dissidents algériens se réfugient dans les montagnes de Kabylie.

Convoi militaire américain arrêté par les Russes sur le chemin de Berlin.

LUNDI 14. — Combats à la frontière algéro-marocaine.

Rejet par la Chine communiste d'un arbitrage international proposé par l'Inde.

Comité national du M.R.P.

MARDI 15. — Fin de l'évacuation de Bizerte (Tunisie).

MERCREDI 16. — Ludwig Ehrard élu chancelier de l'Allemagne Fédérale par 279 voix contre 180.

Violent discours de Ben Bella contre le gouvernement marocain.

L'Assemblée Nationale vote le projet sur l'objection de conscience.

JEUDI 17. — Le président de Gaulle arrive à Téhéran (Iran).

Le maréchal Tito reçu par le président Kennedy.

Election présidentielle en Corée du Sud : très faible majorité pour le général Park.

VENDREDI 18. — Trois jeunes Français condamnés à Madrid.

SAMEDI 19. — Au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., la Côte d'Ivoire est élue par 92 voix sur 108.

LUNDI 21. — Fin de la grève des achats par les bouchers.

Formation du gouvernement britannique : Lord Home.

MARDI 22. — Opérations américaine du Big-Lift en Allemagne.

La Cour Suprême des Etats-Unis annule 376 condamnations contre des Noirs.

L'Assemblée des Nations Unies rejette l'admission de la Chine populaire par 57 voix contre 41 et 12 abstention.

MERCREDI 23. — Grève de 24 heures des cheminots.

Grève des agents à la Bourse de Paris.

Le président Nasser prend parti contre le Maroc.

JEUDI 24. — Le Front des Forces socialistes algériennes se rallie provisoirement au gouvernement Ben Bella.

M. Edgar Faure à Pékin.

Au Canada, protestations syndicales contre la mise en tutelle des syndicats maritimes.

SAMEDI 26. — Arrestation de militants de gauche au Maroc.

A Lille, congrès des mineurs C.G.T.

LUNDI 28. — Chute du gouvernement du Dahomey, après agitation populaire.

Union des syndicats parisiens, F.O. réclame le retrait de F.O. du Comité du Plan.

MARDI 29. — Conférence à Bamako (Mali) sur le conflit algéro-marocain.

Les crédits pour l'Algérie sont votés à l'Assemblée Nationale par 251 voix contre 202.

Protestation de la Ligue internationale des Droits de l'Homme contre le massacre des Kurdes en Syrie.

MERCREDI 30. — En Italie, 35e congrès du parti socialiste italien.

Délégation du parti socialiste français en U.R.S.S.

JEUDI 31. — Le cessez-le-feu signé à Bamako.

Grèves des employés de Préfecture, à la Banque de France et dans les banques privées.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1963

RECETTES		
Abonnements ordinaires	1.372,13	
Abonnements de soutien	240,—	
		1.612,13
Souscription		248,—
Vente au numéro		4,50
Vent des brochures		45,—
Solidarité aux militants espagnols		25,—
Divers		50,—
Total des recettes		1.984,63
En caisse à fin septembre		1.900,11
		3.884,74
DEPENSES		
Impression et papier R.P. septembre 1963		1.281,20
Frais d'expédition		65.99
Téléphone		105,75
Achat de brochures		110,—
Autres frais généraux		284,40
Total des dépenses		1.847,34
En caisse à fin octobre :		
Espèces	202,12	
Chèques postaux	1.835,28	
		2.037,40
		3.884,74

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Ferdinand Charbit (Haute-Garonne), 25 ; Gustave Claveyrolas (Loire), 30 ; Simone Cornier (Paris), 30 ; Jacques Gallenne, 30 ; Henri Monteillet (Puy-de-Dôme), 25 ; Georges Navel (Seine-et-Oise), 35 ; Francis Ruh (Paris), 65. — Total : 240 francs.

LA SOUSCRIPTION

Mme veuve Albert-Lapraz (Haute-Savoie), 5 ; Roger Auriol (Haute-Garonne), 5 ; René Autuche (Alpes-Maritimes), 5 ; A. Beau (Loire), 5 ; J. Bénistant (Sarthe), 5 ; H. Cambi (Alpes-Maritimes), 5 ; André Caubel (Loiret), 5 ; Paul Colson (Oise), 5 ; Henri Désarménien (Puy-de-Dôme), 5 ; Dr Lisa Desmedt (Belgique), 2 ; Jean Duperray (Loire), 6 ; Louise Ehrard (Paris), 5 ; Hugues Fanfani (Seine-et-Oise), 10 ; Jean Fourgeaud (Maroc), 2 ; Victor Gambau (Paris), 5 ; André Gayte (Seine-et-Marne), 5 ; Germaine Goujon (Seine-Maritime), 3 ; B. Hernaez (Seine-et-Oise), 20 ; Joseph Jumeau (Belgique), 2 ; Georges Larkin (Seine-et-Oise), 5 ; Madeleine Léger (Paris), 5 ; André Maitre (Paris), 5 ; Georges Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 3 ; Michel Noé (Pyrénées-Orientales), 5 ; Charles Patat (Paris), 10 ; Jean Rannou (Seine-et-Oise), Jean Teilhac (Gironde), 5 ; Albert Tortrat (Seine-et-Oise), 100. — Total : 248 francs.

LA CHINE

prétend reprendre
des mains défaillantes de la Russie
le flambeau de la Révolution

On ne comprend
la politique présente d'un peuple
qu'en connaissant
son histoire passée.

C'est pourquoi il vous faut lire :

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

par **R. LOUZON**

PRIX : 4 Fr.

Adresser les commandes et leur montant à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy, Paris-2e. Ch. post. 733-99 Paris

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.
Travail exécuté par des ouviers syndiqués.